

**Projet : "Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et de l'alerte précoce pour
l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta"**

(Projet VFDM)

**ATELIER REGIONAL SUR LES POLITIQUES, LES PLANS ET LES DIRECTIVES DE GESTION
INTEGREE DES RISQUES DES INONDATIONS ET DES SECHERESSES POUR L'ADAPTATION AU
CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE BASSIN DE LA VOLTA**



RAPPORT D'ATELIER REGIONAL (Hôtel Concorde de Lomé, 13-14 mai 2024)

Table des matières

Liste des sigles, acronymes et abréviations	3
1. Introduction.....	4
2. Mise en route de l'atelier régional.....	4
2.1. Cérémonie d'ouverture de l'atelier régional	4
2.2. Présentation de la note conceptuelle et validation de l'agenda de l'atelier	6
2.3. Démarche méthodologique.....	7
2.4. Mise en place du présidium de l'atelier régional	8
3. Déroulement et produits des travaux de l'atelier régional.....	8
3.1. Session 2 : Intégration et mécanismes de coordination et de collaboration de mise en œuvre des politiques, plans et directives de réduction et de GIRIS pour l'ACC dans le bassin de la Volta.....	8
3.1.1. Présentation des résultats des ateliers nationaux et de la synthèse régionale	8
3.1.2. Travaux de groupe	11
3.2. Session 3 : bonnes pratiques, opportunités et implications des communautés dans la mise en œuvre des mesures GIRIS et d'ACC dans le BV	18
3.2.1. Présentation des résultats des ateliers nationaux et de la synthèse régionale	18
3.2.2. Travaux de groupe	20
3.3. Session 4 : Synthèse des recommandations de l'atelier régional	28
3.4. Clôture de l'atelier régional	29
Annexe 1 : Liste des participants à l'atelier régional.....	30
Annexe 2 : Agenda de déroulement de l'atelier	2
Annexe 3 : Note conceptuelle de l'atelier	4
Annexe 4 : Les termes de référence des travaux de groupe	11
Annexe 5 : Résultats des travaux de groupe sur l'intégration des Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC dans le bassin de la Volta	15
Annexe 6 : Résultats des travaux de groupe sur les mécanismes de coordination et de collaboration sur la mise en œuvre des Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC dans le bassin de la Volta.....	24
Annexe 7 : Résultats des travaux de groupe sur les bonnes pratiques/opportunités de RRC et d'ACC et leur dissémination.....	26
Annexe 8 : Résultats des résultats des travaux de groupe sur l'implication des communautés pour une mise en œuvre plus efficace de la gestion des inondations et de la sécheresse	36

Liste des sigles, acronymes et abréviations

ABV	: Autorité du Bassin de la Volta
ACC	: Adaptation au Changement Climatique
ANPC	: Agence Nationale de la Protection Civile
CLE	: Comités Locaux de l'Eau
CN	: Consultants Nationaux
CR	: Consultants Régionaux
CODESUR	: Comité du District/Départemental de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
CONASUR	: Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
CRT	: Education adaptée à la culture (Culturally Responsive Teaching)
CTC-GIRE	: Comité Technique Conjoint sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
CTGEN	: Comité Transfrontalier de Gestion des Ressources en Eau du sous-bassin du Nakambé »
CTGS	: Comité Transfrontalier de Gestion Intégrée des Ressources en Eau du Bassin du. Sourou
DRE	: Direction des Ressources en Eau
FA	: Fonds d'Adaptation
GWP	: Global Water Partnership
GWP-AO	: Partenariat Mondial de l'Eau en Afrique de l'Ouest
OMM	: Organisation Météorologique Mondiale
PDNA	: Evaluation des besoins post catastrophe
Plan ORSEC	: Plan d'organisation de la réponse de sécurité civile
PNRCC-ACC	: Plateforme nationale de Réduction des Risques de Catastrophe et d'Adaptation au Changement Climatique
RETEX	: Retours d'expériences
RRC	: Réduction des Risques de Catastrophes
SAP	: Système d'Alerte Précoce
SODEXAM	: Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique
VFDM	: Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et de l'alerte rapide pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta

1. Introduction

Du 13 au 14 mai 2024, s'est tenu dans la salle de conférence de l'Hôtel Concorde de Lomé au Togo, l'atelier régional sur les politiques, les plans et les directives de gestion intégrée des risques des inondations et de sécheresses pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta.

L'atelier régional s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet « **Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta** » financé par le Fonds d'Adaptation (FA) et exécuté par le consortium composé de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) et le Partenariat Mondial de l'Eau en Afrique de l'Ouest (GWP-AO). Il fait suite à la série de dix (10) ateliers locaux et de douze (12) ateliers nationaux à raison de deux (02) par pays.

L'atelier régional vise à approfondir les analyses pour des politiques plus résilientes, des plans et des directives de réduction et de Gestion Intégrée des Risques d'Inondations et de Sècheresses et d'Adaptation aux Changements Climatiques adaptés aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta. Il a connu la participation des représentants des états membres du bassin de la Volta (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Togo), des consultants nationaux et régionaux et des acteurs locaux (Oti, Environnement, Croix Rouge, Plan International, Changement climatique et Université de Lomé). La liste de présence des participants à cet atelier est en annexe 1 du rapport.

Le présent rapport rend compte du déroulement des travaux de l'atelier régional. Il s'articule autour des trois (3) principaux points ci-après :

- la mise en route de l'atelier régional ;
- le déroulement et les produits des travaux de l'atelier régional ;
- la synthèse et la clôture de l'atelier régional.

2. Mise en route de l'atelier régional

2.1. Cérémonie d'ouverture de l'atelier régional

La cérémonie d'ouverture de l'atelier régional s'est déroulée sous la présidence du ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise du Togo, représenté par son Directeur de Cabinet, Monsieur Affo Boni ADJAMON. Elle a été marquée par quatre allocutions : (i) du Directeur des Ressources en Eau du Togo, M. Gninpale KONLANI, Coordonnateur de la Structure Focale Nationale de l'ABV au Togo ; (ii) du Secrétaire Exécutif du GWP-AO, Monsieur K. Armand HOUANYE ; (iii) du Directeur Exécutif de l'ABV, Monsieur Robert Y. DESSOUASSI et du (iv) du Directeur de Cabinet du Ministre.

Le Directeur des Ressources en Eau du Togo, intervenant en premier lieu, a souhaité la bienvenue aux participants. Aussi, les a-t-il remerciés pour avoir répondu à l'invitation des partenaires du Consortium en charge de l'exécution du projet VFDM. Le Coordonnateur de la Structure Focale Nationale de l'ABV s'est réjoui du choix porté sur le Togo pour abriter l'atelier régional. Il a souhaité aux participants un bon séjour à Lomé et un bon déroulement des travaux de l'atelier régional.

Le Secrétaire Exécutif du GWP-AO a également souhaité la bienvenue et un bon séjour à Lomé à tous les participants. Il a en outre souligné l'importance des politiques, stratégies, plans et directives pour une gestion améliorée et durable de la GIRIS et de l'Adaptation au Changement Climatique dans le bassin de la Volta. Monsieur K. Armand HOUANYE a indiqué que l'atelier régional s'identifie entre autres comme un creuset pour consolider les résultats issus des douze (12) ateliers nationaux ayant porté sur la revue des politiques et des stratégies de GIRIS ainsi que les bonnes pratiques et opportunités pour une meilleure gestion des risques des inondations et de la sécheresse. Le Secrétaire Exécutif du GWP-AO a remercié l'ensemble des acteurs des pays et du niveau régional pour l'esprit de coopération, qui permet d'avancer dans la mise en œuvre du projet VFDM. Il a renouvelé les remerciements du GWP-AO au FA pour le financement du projet VFDM et le suivi de proximité de son exécution.



Photo 1 : les officiels à la cérémonie d'ouverture

Quant au Directeur Exécutif de l'ABV, à l'entame de son intervention, il a d'abord souhaité la bienvenue à Lomé à tous les participants ; avant de leur donner un bref aperçu du bassin de la Volta qui, de par ses énormes potentialités, demeure la source incontournable pour la satisfaction des besoins de développement de ses populations en termes, d'approvisionnement en eau potable, de production hydro-électrique, d'exploitation industrielle et minière, d'irrigation, de pêche, de navigation, du tourisme, etc. Ensuite, il a rappelé les effets néfastes du changement climatique que subit le bassin depuis les années 1970, qui se caractérisent entre autres, par les inondations et les sécheresses récurrentes avec, à chaque fois, d'importants dégâts matériels et humains. Le Directeur Exécutif de l'ABV n'a pas manqué de rappeler le contexte d'organisation de l'atelier régional. Il a également exprimé sa profonde reconnaissance aux autorités nationales du Togo, au Secrétariat Exécutif du GWP-AO et à toutes les structures impliquées dans l'organisation de l'atelier régional. Enfin, il a remercié très sincèrement, l'ensemble des partenaires techniques et financiers pour leurs appuis multiformes à l'ABV et plus particulièrement au FA, qui finance l'atelier régional de formation des formateurs ainsi que la mise en œuvre de toutes les activités du projet VFDM.

Le Directeur de Cabinet, Monsieur Affo Boni ADJAMA, Représentant le ministre de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise du Togo a souhaité la bienvenue à tous les participants tout en les remerciant pour leur déplacement de leur lieu de provenance respective à Lomé. Ensuite, il a rappelé le contexte de l'atelier régional qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Projet intitulé VFDM, financé par le FA et mis en œuvre par le consortium ABV/ OMM/ GWP-AO dans les six pays ayant en partage le bassin de la Volta : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Mali et le Togo. Monsieur Affo Boni ADJAMA a souligné que l'atelier régional de formation se tient dans un contexte où les pays membres de l'ABV, à l'instar

d'autres pays subissent de plein fouet les effets des changements climatiques, marqués entre autres par les inondations et la sécheresse avec des dégâts énormes sur les populations et leurs biens.

Avant de prononcer l'ouverture de l'atelier régional, le Représentant du Ministre a remercié l'ensemble des partenaires techniques et financiers qui ont contribué à la tenue de la rencontre notamment l'OMM, l'ABV, le GWP-AO et le FA. En procédant à l'ouverture officielle de l'atelier régional, le Directeur de Cabinet a invité les participants à l'assiduité et à des échanges fructueux en vue de l'amélioration de la gestion de risques des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta.

A la suite des allocutions, les différent(e)s participant(e)s se sont présenté(e)s tour à tour.

2.2. Présentation de la note conceptuelle et validation de l'agenda de l'atelier

La présentation de la note conceptuelle et de l'agenda de l'atelier a été faite par M. Maxime TEBLEKOU du GWP-AO.

L'objectif principal de l'atelier régional est de renforcer la résilience à travers des politiques, des plans et des directives de réduction et de GIRIS et d'ACC adaptés aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta. De façon spécifique, il s'est agi de :

- faire la revue des politiques, des plans et des directives de GIRIS et d'ACC ainsi que de leur mise en œuvre aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta, en partant des résultats des missions nationales et régionale ;
- définir des actions à mettre en œuvre pour assurer la prise en compte des retours des acteurs locaux et nationaux dans les processus d'élaboration, d'actualisation et de mise en œuvre des politiques, des plans et des directives de GIRIS et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta ;
- analyser et proposer des améliorations à apporter aux mécanismes existants de coordination et de collaboration institutionnelles pour une mise en œuvre effective et efficiente des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV ;
- approfondir et compléter les propositions de bonnes pratiques et les opportunités de réduction et de gestion intégrée des risques des inondations et des sécheresses pour l'ACC dans le BV ;
- définir des actions de dissémination des bonnes pratiques de réduction et de gestion intégrée des risques des inondations et des sécheresses pour l'ACC, assorties d'une mise en avant des rôles et responsabilités des parties prenantes du niveau local à l'échelle transfrontière ;
- formuler des actions et recommandations pour une implication effective des communautés locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures à long terme de réduction et de GIRIS pour l'ACC dans le BV.

Les principaux produits et résultats attendus de l'atelier sont les suivants :

- la définition des actions à prendre en compte dans le cadre des processus de planification du développement pour disposer des politiques, des plans et des directives de GIRIS et d'ACC adaptés et effectivement mis en œuvre aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta ;
- la proposition des actions de dissémination des bonnes pratiques de réduction et de GIRIS pour l'ACC avec une mise en avant des rôles et responsabilités des parties prenantes du niveau local à l'échelle transfrontière ; et
- la formulation des actions et recommandations pour une implication effective des communautés locales dans la mise en œuvre des mesures à long terme de réduction et de GIRIS dans le BV.

Après cette étape, l'agenda de l'atelier a été adopté à l'unanimité des participants présents dans la salle.

2.3. Démarche méthodologique

L'atelier a été facilité par les Consultants régionaux en collaboration avec le GWP-AO.

La démarche méthodologique d'organisation de l'atelier régional s'est articulée autour des étapes ci-après : la préparation, le déroulement et le rapportage.

L'étape de préparation a porté principalement sur la finalisation de la Note Conceptuelle et de l'agenda indicatif de déroulement, la préparation des communications et des termes de référence des travaux de groupes, le ciblage et la mobilisation/ l'invitation des participant(e)s, ainsi que la prise des dispositions logistiques requises.

L'étape de déroulement a alterné les communications suivies de débats et les travaux de groupes dont les résultats seront restitués en plénière. Elle a commencé par les prémices de démarrage (accueil, cérémonie d'ouverture, etc.) et s'est terminée par les formalités de clôture (recommandations, cérémonie de clôture, etc.).

L'étape de rapportage a mis l'accent sur la synthèse et l'analyse de l'ensemble des productions issues de l'atelier régional d'une part, et sur l'élaboration du rapport d'autre part.

L'atelier s'est déroulé sur une période de deux (2) jours autour des sessions (Annexe 2) ci-après :

- Session 1 : Cérémonie d'ouverture et mise en route ;
- Session 2 : Intégration et mécanismes de coordination et de collaboration de mise en œuvre des politiques, plans et directives de réduction et de GIRIS pour l'ACC dans le bassin de la Volta ;
- Session 3 : Bonnes pratiques, opportunités et implications des communautés dans la mise en œuvre des mesures GIRIS et d'ACC dans le BV ;
- Session 4 : Synthèse et clôture de l'atelier.



Photo 2 : Vue des participants de l'atelier régional dans la salle

La modération et la facilitation du déroulement des travaux de l'atelier ont été assurées par :

- Monsieur K. Armand HOUANYE, Secrétaire Exécutif du GWP-AO

- Prof. Fabien HOUNTONDJI, Consultant Régional ;
- Prof. Ernest AMOUSSOU, Consultant Régional ;
- Prof. Mohamed Nasser BACO, Consultant Régional ;
- Monsieur Niampa BOUKARI, Chargé de Projet à l'ABV ;
- Monsieur Maxime TEBLEKOU, Chargé de Projets au GWP-AO.

2.4. Mise en place du présidium de l'atelier régional

Le Directeur de la Prévention, de la Coopération et des Affaires Humanitaires de l'Agence Nationale de Protection Civile du Togo, **Docteur Nelson S. Akintola AKIBODE** a présidé les travaux de l'atelier et s'est fait assister par Madame **Charlotte NORMAN** du Ghana (1ère vice-présidente) et Docteur **Auguste KOUASSI** (2ème vice-président).

Le rapportage a été assuré par **Monsieur Abdel Hakim ALE** du Bénin, **Madame Cécile GOUBGOU** du Burkina Faso et **Monsieur Bakari MANGANE** du Mali.

3. Déroulement et produits des travaux de l'atelier régional

3.1. Session 2 : Intégration et mécanismes de coordination et de collaboration de mise en œuvre des politiques, plans et directives de réduction et de GIRIS pour l'ACC dans le bassin de la Volta

3.1.1. Présentation des résultats des ateliers nationaux et de la synthèse régionale

Conformément à l'agenda de l'atelier, les consultants nationaux recrutés au niveau de chaque pays du bassin de la Volta ont présenté tour à tour les résultats issus de chaque atelier national sur l'intégration des politiques, des plans et des directives de réduction des risques de catastrophe (RRC) et d'adaptation aux changements climatiques (ACC) aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV. Ces présentations ont été articulées autour de deux points essentiels :

- la revue des politiques, des plans et des directives de réduction et de GIRIS pour l'ACC et leur mise en œuvre aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta
- le mécanisme de coordination et de collaboration sur les politiques, plans et directives nationaux et transfrontières de RRC et d'ACC en place selon les niveaux

Il ressort de ces communications une situation globalement identique à savoir :

- le déficit de coordination à tous les niveaux ;
- la faible mobilisation des ressources tant sur le plan interne qu'externe ;
- la faible diffusion des alertes aux services compétents et à la communauté ;
- la non maîtrise des textes et des outils de collecte de données ;
- la non vulgarisation des textes.

Ces présentations nationales ont été complétées par une synthèse régionale qui a été partagée par le Prof Nasser M. BACO, Consultant régional.

Ainsi, les aspects locaux et nationaux non pris en compte dans les communications sont entre autres :

- la méconnaissance des principales orientations des textes ;
- la politique en matière d'environnement, de santé et de certains documents de stratégie au niveau national en lien avec la construction des infrastructures, l'irrigation, le foncier, l'alerte communale, le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ;
- la faible perception des élus locaux, des acteurs de l'importance de la mise en œuvre des aspects de changement climatique prévus dans les documents de planification à la base ;
- le manque de synergie d'action avec les autres projets intervenant dans la portion nationale du BV ;
- la faible capacité de mobilisation de ressources financières externes.

Au niveau transfrontière ou régional, les aspects non pris en compte dans les communications sont entre autres :

- l'inexistence d'une politique de Gestion Durable des Terres à l'échelle du BV ;
- le faible partage d'expériences entre les projets du BV ;
- la faible capitalisation des acquis du projet VFDM dans le BV ;
- l'extension de la crise du Sahel ;
- la faible prise en compte du genre dans les politiques, les documents de stratégies et les interventions
- le plan de gestion du schéma directeur de drainage des eaux dans le bassin ;
- etc.

Les consultants régionaux ont proposé des actions pour la revue et la mise en œuvre effective des cadres réglementaire, stratégique ainsi que les projets et autres initiatives du bassin de la Volta.

Concernant le cadre réglementaire, il s'agit de :

- rendre accessible les textes sur la RRC-ACC
- vulgariser les textes d'application de la loi portant gestion de l'eau
- mettre en place un mécanisme de suivi de l'application des textes sur la RRC-ACC dans le BV

Pour le cadre stratégique, les actions proposées concernent :

- Le plaidoyer à l'endroit des élus locaux pour la prise en compte d'ACC dans les documents et stratégies à la base
- Le renforcement de capacités des acteurs au niveau local sur la mobilisation des ressources financières pour la GIRIS
- La vulgarisation des Plans (SDAGE, foncier,) pour les faire connaître aux autres acteurs de développement au niveau local

Quant aux projets et autres initiatives du bassin de la Volta, il s'agira de :

- faire le plaidoyer pour l'élaboration de politiques nationales de réduction des risques de catastrophes
- capitaliser et valoriser les acquis
- faciliter les synergies et les partages d'expériences entre les projets du BV
- tenir compte du genre.

Concernant le mécanisme de coordination et de collaboration sur les politiques, plans et directives nationaux et transfrontières de RRC et d'ACC en place selon les niveaux, le tableau ci-après résume le répertoire actualisé des mécanismes de RRC et ACC, les difficultés et contraintes de coordination et de collaboration ainsi les améliorations à mettre en place pour des résultats concrets à impacts durables.

Tableau 1 : Répertoire actualisé des mécanismes de RRC et ACC, les difficultés et contraintes de coordination et de collaboration ainsi les améliorations à mettre en place pour des résultats concrets à impacts durables

Répertoire actualisé des mécanismes de RRC et ACC	Difficultés et contraintes de coordination/ collaboration/ synergie	Améliorations à mettre en place pour des résultats concrets à impacts durables
Local		
- Plateformes régionale et préfectorale de réduction des risques de catastrophes	- Pas de plateforme à la base	- Créer des plateformes à la base
- Comité Villageois de gestion des risques ; Comités locaux de l'Eau	- Faible capacité de riposte - Tenue irrégulière des réunions	- Former à la vie associative - Renforcer les capacités des acteurs sur les plans de secours ; - Mettre à dispositions des moyens de secours

Répertoire actualisé des mécanismes de RRC et ACC	Difficultés et contraintes de coordination/ collaboration/ synergie	Améliorations à mettre en place pour des résultats concrets à impacts durables
- Plateforme Communale (PC / RRC-ACC)	- Lenteur dans la transmission de l'information - Manque de ressources financières, matérielles et humaines qualifiées	- Renforcer les capacités des acteurs sur les plans de secours ; - Mettre en place un mécanisme soutien matériels et financier
- Dispositif d'alerte précoce de la SODEXAM - Plan ORSEC	- Retard dans la diffusion officielle de l'information dû aux étapes administratives dans le mécanisme de diffusion (CICG)	- Mettre en place des mécanismes rapides de remontée de l'information - Diversifier les canaux de diffusion de l'information afin de toucher l'ensemble des populations
- GLAM (Groupe Local d'Assistance Météorologique) - SCAP-RU (Système communautaire d'Alerte précoce et de réponse aux urgences)	- Faible capacité humaines, matériels et financières	- Former les acteurs locaux à la gestion RRC et d'ACC - Accompagner à la mobilisation des ressources
- - CLE, CODESUR, etc.	- Faible capacité des acteurs locaux à communiquer les bonnes pratiques dans les différentes langues	- Elaborer les outils d'IEC dans les différentes langues sur les bonnes pratiques RRC et ACC
National		
- Plateforme Nationale (PNRRC-ACC)	- Lenteur administrative	- Renforcer la collaboration entre les plateformes du niveau national au niveau local ; - Revoir l'encrage institutionnel du SAP
- Conseil de surveillance - Conseil d'administration de l'ANPC - ANPC - Plateformes nationales de réduction des risques de catastrophes	- Faible collaboration entre les acteurs - Faible mobilisation des ressources financière	- Renforcer la collaboration franche entre les institutions qui interviennent dans les RRC - Former les acteurs à la mobilisation de financement spécifique du les RRC
- Comité National de Gestion des Risques	- Faible capacité de réponse	- Former les Comités nationaux sur prévision, l'anticipation et la gestion de risques.
- Dispositif d'alerte précoce de la SODEXAM - Programme National Changement Climatique	- Difficultés de collectes des informations auprès de certains acteurs - Faible performance des réseaux d'observation météorologique et hydrologique surtout en milieux urbains	- Créer une plateforme de gestion des RRC et d'ACC - Créer un observatoire de gestion des données sur les RRC et ACC dans le Bassin de la Volta
- CONASUR	- Faible coordination des interventions des différents acteurs	- Assurer une synergie d'actions vers une plateforme nationale unique multi-acteurs
Transfrontière/régional		

Répertoire actualisé des mécanismes de RRC et ACC	Difficultés et contraintes de coordination/ collaboration/ synergie	Améliorations à mettre en place pour des résultats concrets à impacts durables
- Autorité du Bassin de la Volta (ABV) - GWP-AO (Etats et le secrétariat exécutif) - SDAGE Sourou (Schémas Directeur d'Aménagement et de Gestions des Eaux du bassin de Sourou)	- Instabilité politique - Insécurité liée au terrorisme - Irrégularité du forum des parties prenantes - Faible extension de mécanismes formalisés de partage d'informations et d'expériences	- Renforcer la collaboration avec les plateformes des acteurs au niveau national et transfrontière - Renforcer la synergie des points focaux des pays membres de l'ABV - Former à la gestion des ressources en eau en situation de risques sécuritaires et de conflit.
- CEDEAO - CILSS	- Faible harmonisation des Politiques - Faible clarification du rôle des différentes agences intervenant dans la GRIS et ACC	- Faciliter l'élaboration d'un Plan d'engagement des acteurs dans le domaine de la gestion des RRC et d'ACC - Faciliter l'élaboration d'un plan d'action des parties prenantes (PAPP)

Les quelques échanges ont porté sur des rappels et clarifications sur les mécanismes de collaboration sur les politiques, plans et directives. Les dispositions de la charte du bassin de la Volta, de la résolution du 18^e congrès en 2018 et de la Directive OMM ont été rappelés à cet effet. L'absence de plan ORSEC au niveau régional a été évoquée avec une exhortation à le planifier de même que l'actualisation des plans ORSEC nationaux. Les mécanismes transfrontières du BV tels que le CTGS Ghana-Burkina, le CTGEN les CTC-GIRE ont été rappelés comme outils transfrontières importants dans la GRIS. Les points d'attention des échanges ont été exprimés autour de la connaissance des aléas et des risques et de l'ancrage institutionnel des SAP. Face à la menace grandissante des changements climatiques et le déficit de connaissance dans la sous-région, la question de développement des synergies sur les informations climatiques a été plaidée et les échanges ont suggéré particulièrement la nécessité de développement de synergies autour de l'utilisation des données satellitaires. Quant à l'ancrage institutionnel des SAP, c'est une question jugée cruciale pour certains pays où il est géré par un secteur tandis que l'ancrage présidentiel d'autres pays comme la Côte d'Ivoire permet de réduire voire éviter la lourdeur opérationnelle.

3.1.2. Travaux de groupe

A la suite des six (06) communications et de la synthèse régionale faite par les consultants régionaux, les participants ont été répartis en trois groupes de travail. En partant des synthèses présentées par les consultants nationaux et régionaux, les participants ont été invités à :

- faire la revue des politiques plans et directives ainsi que des mécanismes de coordination et de collaboration (pour les 3 niveaux) en supprimant certains aspects au besoin et en apportant les précisions et compléments jugés nécessaires ;
- approfondir et à étoffer les faiblesses/ difficultés notées ainsi que les suggestions d'améliorations.

Les tableaux n°2 et 3 présentent les résultats des travaux de groupe tels que réalisés par les participants. Il est ressorti des travaux de groupe, d'une part, un enrichissement des lacunes liées à l'intégration/alignement des textes politico-juridiques et stratégiques assorties de suggestions, et d'autre part, une identification des difficultés et contraintes assortie de suggestions sur les mécanismes de

coordination et de collaboration institutionnelles pour une opérationnalisation efficace de la RRC et d'ACC au niveau du BV.

Les lacunes liées à l'intégration/alignement des textes politico-juridiques et stratégiques observées sont surtout liées à la faible perception des élus locaux de l'importance de la GIRIS, la faible intégration intersectorielle des dispositions, la méconnaissance de documents au niveau local, la faible intégration verticale avec le niveau local des documents politico-juridiques et stratégiques de GIRIS et d'ACC, la faible participation des communautés, la faible capacité de mobilisation de ressources financières, le manque de suivi des réalisations par les bénéficiaires, l'absence de capitalisation des acquis du projet, et le manque de synergie d'action entre les interventions/projets dans la portion nationale du BV. Des suggestions ont été faites pour relever ces lacunes. Les tableaux 2 et 3 ci-après présentent les synthèses de ces travaux. Les mécanismes de coordination et de collaboration institutionnelles pour la gestion des RRC répertoriés par les participants sont notamment les plateformes de RRC et d'ACC. Les difficultés et contraintes liées aux mécanismes de coordination et de collaboration institutionnelles au niveau du BV ont été identifiées par les participants. Elles incluent notamment l'instabilité politique, l'insécurité liée au terrorisme, l'insuffisance de personnel qualifié, la lourdeur administrative, l'insuffisance de moyens financiers pour le fonctionnement des plateformes, la lenteur dans la transmission de l'information. A ces difficultés et contraintes les participants ont proposé des solutions.

Tableau n° 2 : Synthèse des résultats des travaux de groupe sur l'intégration des politiques, des plans et de directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta

Dimensions	Aspects locaux/ nationaux non pris en compte (cf. retours de suggestions des expériences locales e.g. initiatives pilotes VFDM)	Aspects transfrontières/ régionaux non pris en compte	Suggestions d'amélioration
Compréhension des risques de catastrophe	- Faible perception des élus locaux de l'importance de la GIRIS - Faible intégration intersectorielle des dispositions - Méconnaissance de documents au niveau local - Faible intégration verticale avec le niveau local des documents politico-juridiques et stratégiques de GIRIS et d'ACC	-	- Faire la sensibilisation et le plaidoyer à l'endroit des élus locaux pour la prise en compte de la GIRIS et d'ACC dans les documents de planification locaux - Renforcer l'IEC sur la politique de la GIRIS et d'ACC au niveau local - Assurer la prise en compte des dispositions politico-juridiques et stratégiques nationales dans la planification locale
Renforcement de la gouvernance des risques d'inondations et de sécheresse (RIS) et d'Adaptation au changement climatique (ACC) en référence au cadre légal et institutionnel, y inclus les outils techniques tels que le profil de risques, les cartes, les systèmes d'alerte, et plans opérationnels	- Faible intégration intersectorielle des dispositions - Méconnaissance de documents au niveau local - Faible participation des communautés - Faible accessibilité des textes	- Inexistence d'une politique GDT à l'échelle du BV	- Nécessité de vulgariser tous les décrets d'application des lois - Actualiser et vulgariser des plans de sécheresse - Vulgariser le plan d'aménagement et sensibiliser au respect des exigences dudit plan - Susciter la participation des communautés au processus d'élaboration des plans d'aménagement forêts - Compiler et rendre accessible les textes sur la RRC et l'ACC - Faire le suivi de l'application de la réglementation liée à la RRC et l'ACC - Développer une politique GDT à l'échelle du bassin

Investissement dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) aux fins de la résilience	- Faible connaissance de documents de planification tels que les SDAGE/SAGE au niveau local		- Vulgariser les documents de planification tels que les SDAGE/SAGE pour les faire connaître à tous les acteurs de développement
Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire » durant la phase de remise en état et de reconstruction	- Faible valorisation des espèces forestières locales dans l'opérationnalisation de la réduction des risques de sécheresse - Faible opérationnalisation des plans et stratégies de RRC et d'ACC - Faible arrimage entre les plans nationaux de contingences et les plans de contingence locaux - Faible arrimage entre les plans nationaux d'organisation de la réponse civile et les plans de contingence locaux - La non priorisation de l'élaboration et de l'opérationnalisation des plans de contingence locaux - La lenteur dans les procédures de passation de marchés - Faible capacité de mobilisation de ressources financières	- Inexistence d'une politique GDT à l'échelle du BV - Faible intégration verticale avec les plans régionaux de GIRIS	- Proposer des espèces forestières résilientes dans mise en œuvre de la réduction des risques de sécheresse - Faire un plaidoyer à l'endroit des élus locaux pour la prise en compte d'ACC dans les plans locaux - Mobilisation des ressources pour la réalisation des activités de préparation aux catastrophes et pour la reconstruction - Veiller à la prise en compte des dispositions des plans nationaux de contingences dans les plans de contingence locaux - Veiller à la prise en compte des dispositions des plans nationaux d'organisation de la réponse civile dans les plans de contingence locaux - Prioriser l'élaboration/l'actualisation des PCC - Organiser des exercices de simulations - Renforcer la chaîne de passation de marché pour la préparation aux catastrophes et la reconstruction - Renforcer les capacités des communes dans la recherche de financement pour la GRIS - Renforcer les capacités des acteurs sur la préparation aux catastrophes et la reconstruction - Développer une politique GDT à l'échelle du bassin - Renforcer l'intégration des plans régionaux, nationaux et locaux pour une RRC et d'ACC efficaces

Initiatives, programmes, projets de gouvernance et de gestion des risques des inondations et des sécheresses en cours	- Manque de suivi des réalisations par les bénéficiaires - Absence de capitalisation des acquis du projet - Manque de synergie d'action avec les autres projets intervenant dans la portion nationale du BV - Forte orientation des projets vers les zones urbaines - Méconnaissance de l'importance du dispositif météo installé à Tabota - Faible connaissance du SAP au niveau local - Faible implication des média locaux, des crieurs publics, etc. dans certains SAP communautaires	-	- Renforcer les capacités des communautés à la base sur le suivi et la capitalisation des acquis des projets - Faciliter les synergies d'actions entre les projets intervenant dans la portion nationale du BV - Organiser des plaidoiries pour la prise en compte des zones rurales en particulier la portion nationale du BV dans les interventions liées à la réduction des risques d'inondation - Sensibiliser les communautés sur l'importance des dispositifs météo installés - Renforcer l'appropriation du SAP par les collectivités locales afin d'assurer l'accès à l'information aux communautés à la base - Redynamiser le SAP communautaires
--	---	---	--

Tableau n°3 : Synthèse des résultats des travaux de groupe sur les mécanismes de coordination et de collaboration institutionnelles pour la mise en œuvre des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV

Niveau	Mécanismes de coordination et de collaboration de RRC et ACC	Dimensions prises en compte	Difficultés/ contraintes de fonctionnement	Suggestions / actions pour l'amélioration de la collaboration
Transfrontière	Autorité du Bassin de la Volta (ABV)	- Compréhension des risques de catastrophe - Renforcement de la gouvernance des risques - Investissement dans GIRIS aux fins de la résilience - Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire »	- Instabilité politique - Insécurité liée au terrorisme - Insuffisance de personnel qualifié au sein de l'ABV	- Renforcer la collaboration avec les plateformes nationales - Renforcer la synergie des points focaux des pays membres de l'ABV

		durant la phase de remise en état et de reconstruction		
National	Plateforme Nationale de RRC-ACC	- Compréhension des risques de catastrophe - Renforcement de la gouvernance des risques - Investissement dans GIRIS aux fins de la résilience - Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire » durant la phase de remise en état et de reconstruction	- Les sessions ne sont pas tenues de façon régulière - Lourdeur administrative - Insuffisance de moyens financiers pour le fonctionnement de la plateforme	- Renforcer la collaboration entre les plateformes du niveau national au niveau local ; - Mettre à disposition des ressources de la part des institutions régionales, internationales et des gouvernements pour permettre aux plateformes de bien fonctionner - Revoir l'ancrage institutionnel du SAP
Départemental/régional/bassin	Plateforme départementale/régionale de RRC-ACC	- Compréhension des risques de catastrophe - Renforcement de la gouvernance des risques - Investissement dans GIRIS aux fins de la résilience - Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire » durant la phase de remise en état et de reconstruction	- Les sessions ne sont pas tenues de façon régulière - Manque de ressources financière, matérielle et humaines qualifiées	- Renforcer les capacités des acteurs sur les plans de secours ; - Mettre à dispositions des moyens de secours
Local	Plateforme locale de RRC-ACC	- Compréhension des risques de catastrophe - Renforcement de la gouvernance des risques - Investissement dans GIRIS aux fins de la résilience - Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire »	- Les sessions ne sont pas tenues de façon régulière - Lenteur dans la transmission de l'information - Manque de ressources financière, matérielle et humaines qualifiées	- Renforcer les capacités des acteurs sur les plans de secours ; - Mettre à dispositions des moyens de secours

		durant la phase de remise en état et de reconstruction		
Local	Comité Villageois de gestion des risques ; Comités locaux de l'Eau	- Compréhension des risques de catastrophe - Renforcement de la gouvernance des risques - Investissement dans GIRIS aux fins de la résilience - Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire » durant la phase de remise en état et de reconstruction	- Les réunions ne sont pas tenues de façon régulière	- Renforcer les capacités des acteurs sur les plans de secours ; - Mettre à dispositions des moyens de secours

3.2. Session 3 : bonnes pratiques, opportunités et implications des communautés dans la mise en œuvre des mesures GIRIS et d'ACC dans le BV

3.2.1. Présentation des résultats des ateliers nationaux et de la synthèse régionale

Après lecture et amendement du rapport du 1^{er} jour de l'atelier, la deuxième journée de l'atelier a démarré avec la présentation des résultats issus des ateliers nationaux sur les bonnes pratiques et les opportunités pour l'amélioration des mesures de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse et d'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta.

Ainsi, tour à tour, chaque consultant national a partagé avec les participants :

- les bonnes pratiques et opportunités pour l'amélioration des mesures de GIRIS et d'ACC dans le BV ;
- les actions pour l'implication effective des communautés locales dans la mise en œuvre des mesures à long terme de GIRIS pour l'ACC dans le BV.

On retient essentiellement comme bonnes pratiques :

- le couplage des savoirs scientifiques et connaissances endogènes comme indicateurs de fréquence d'apparition des inondations et sécheresse ;
- le partage d'informations à travers les plateformes de communication comme WhatsApp ;
- les méthodes de conservation des eaux et des terres ;
- les exercices de simulation.
- les opportunités pour l'amélioration des mesures d'implication effective des communautés locales dans la mise en œuvre des mesures de la GIRIS pour l'ACC dans le bassin de la Volta.

Comme opportunités, on retient :

- l'existence d'Etudes ;
- la prise de conscience de l'existence des risques d'inondations et de sécheresse ;
- l'existence de SAP Communautaires ;
- le développement d'infrastructures résilientes.
- les mécanismes d'implication effective des communautés locales dans la mise en œuvre de la GIRIS pour l'ACC dans le bassin de la Volta.

En termes de mécanisme, on note :

- la valorisation des connaissances locales ;
- la synergie des différents acteurs ;
- les groupes communautaires au niveau local et national ;
- la traduction des documents en langue local.

Ces présentations ont été suivies par la synthèse régionale présentée par les consultants régionaux en tenant compte des axes du Cadre d'Action de Sendai.

Ainsi, les bonnes pratiques identifiées dans le domaine de la compréhension des risques de catastrophe sont entre autres :

- la perte de feuillage précoce, floraison précoce ou tardive de certaines espèces végétales en saison sèche annonce une bonne saison
- l'apparition précoce de feuilles sur certains arbres (baobab, ...) indique la bonne saison
- l'apparition des oiseaux migrateurs, criquets et certaines espèces de reptiles (Inondation)
- la hauteur du nid de certains oiseaux par rapport au niveau d'eau dans un bassin
- l'apparition des pique-bœufs (Sécheresse)
- le lien entre les vagues de chaleur et la pluviosité
- le maillage de l'installation de stations météorologiques au niveau Bassin

Au niveau du renforcement de la gouvernance, il a été identifié :

- l'intégration les politiques RRC et ACC régionales, nationales, locales et transfrontières dans la BV
- l'harmonisation des méthodes d'information sur les inondations du niveau local au niveau national

- la mise en place d'un comité de gestion communautaire des risques d'inondation et de sécheresse à différentes échelles du Bassin
- la mise en place d'un groupe WhatsApp d'échange d'information sur les risques de catastrophes
- le renforcement des capacités des comités de gestion communautaire des risques d'inondation et de sécheresse

Dans le domaine de l'investissement dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) aux fins de la résilience, on note :

- la confection des diguettes en argiles renforcées par des vétivers sous forme de talus
- la pratique conservation des eaux et du sol (demi-lune, Zaï, micro-dose, labour cloisonné, compostage, Jachère améliorée, défrichement amélioré, association des cultures,) ;
- l'aménagement en courbe de niveau

Au niveau de la dimension 'Amélioration de la préparation et de la reconstruction', on note :

- la mise en place des balises pour les alertes d'inondation
- la cartographie des zones inondables et des zones à risques
- la création des retenues d'eau pluviale

En termes d'opportunités et de mise à l'échelle des bonnes pratiques, on note entre autres au niveau de la dimension compréhension des risques de catastrophe :

- la prise de conscience des acteurs au niveau national des risques d'inondation et de sécheresse ;
- le début d'appropriation des mesures préventives par les communautés à la base.
- l'engouement manifesté des radios communautaires aux questions de GIRIS
- l'existence des projets/programme de RRC-ACC dans le BV
- l'implication des scientifiques dans la gestion des GIRIS et la production de connaissances

Au niveau de la dimension : 'renforcement de la gouvernance', il a été identifié :

- l'existence d'associations des détenteurs de savoirs endogènes impliquées dans la gestion des risques hydro climatiques
- l'intégration des politiques RRC et ACC régionales, nationales, locales et transfrontières dans la BV
- l'existence des comités de gestion à différentes échelles
- la volonté et fort engagement politique
- l'existence de SAP

Concernant l'investissement dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) aux fins de la résilience, on note :

- le partenariat public privé dans le domaine relatif à la réduction des risques de catastrophes et la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)
- le développement des infrastructures innovantes résilientes aux inondations (stations télétransmission, etc.)
- l'existence des mécanismes financiers de lutte contre les changements climatiques (FNEC, Fonds vert, UNEP-GEF, ...)
- l'existence et engagement des PTFs (Projet NAP Readiness « GCP/TOG/022/GCR », CREWS, FSRP, ...)

Au niveau de la dimension 'Amélioration de la préparation et de la reconstruction', on note :

- l'existence et implication des PTFs dans la RRC (Croix Rouge, Médecin sans frontière, Plan international, CARE International, etc.)
- l'existence des agences de protection civile.

Les échanges ont porté d'une part sur des questions de clarification sur la compréhension de certaines bonnes pratiques. Les points d'attention des échanges ont concerné notamment les cadres de concertation locaux, l'utilisation des savoirs endogènes, et les pratiques GDT. Il a été notamment porté à l'attention des

participants l'existence de cadres de concertation et opérationnalisation au niveau local/communal au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali, et au Togo, qui constituent des pratiques à promouvoir. Cependant, le fonctionnement de certaines de ces structures souffre de fonctionnalité. Les plans communautaires de GRIS du BV ont été rappelés comme une opportunité à prendre en compte dans les dispositifs d'implication des communautés pour une GRIS améliorée. L'utilisation des savoirs endogènes mis en exergue interpelle par rapport à leur diversité et les témoignages divers qui ont marqué les échanges. Il a été recommandé de lancer des pistes de recherche sur les savoirs endogènes en rapport avec les savoirs scientifiques pour leur utilisation intégrée et efficace. Les pratiques GDT qui se basent sur les rapports homme-nature 'pratique raisonnée à la parcelle' permettant des choix raisonnés pour la gestion des parcelles ; 'défriche raisonnée', 'labour raisonnée' utilisation de terre stabilisation comme diguette et non terre pierreuse ; utilisation de sacs géotextiles, ont été soulignées comme de bonnes pratiques à prendre en compte pour la dissémination au sein du BV. Les rapports sur les bonnes pratiques GDT sont conçus pour chacun des pays du BV et dont leur partage a été promis aux participants.

3.2.2. Travaux de groupe

A la suite des six (06) communications et de la synthèse régionale faite par les consultants régionaux, les participants ont été répartis en quatre (04) groupes de travail. Les groupes 1 et 3 ont travaillé sur la revue et l'affinement des bonnes pratiques de GIRIS et d'ACC ainsi que des actions de dissémination et des opportunités de consolidation et de mise à l'échelle dans le bassin de la Volta. Ainsi, ils ont été invités à :

- faire une revue rapide des bonnes pratiques et des opportunités identifiées et si nécessaires en supprimant certaines jugées non indiquées et améliorant la catégorisation par priorité du Cadre d'action de Sendai ;
- faire une relecture des bonnes pratiques et des opportunités retenues en procédant à leur réécriture et à leur affinement le cas échéant ;
- affiner les actions de dissémination et de valorisation des opportunités pour une consolidation et la mise à l'échelle des bonnes pratiques.

Les groupes 2 et 4 ont travaillé sur la revue et l'affinement des mécanismes identifiés et proposés pour une implication effective des communautés dans les processus. Ainsi, ils ont procédé à une relecture puis ont affiné et étoffé selon les 4 priorités / dimensions du Cadre d'Action de Sendai :

- les éléments de déclinaison de chacune des dimensions du Cadre d'Action de Sendai ;
- les acteurs clés institutionnels lead de l'élément de déclinaison de la dimension du Cadre d'Action de Sendai ;
- le degré actuel d'implication des communautés (nul, faible, moyen, effectif) avec une mise en avant des difficultés ;
- les actions d'implication déjà menées et autres suggérées ;
- l'échéance de mise en œuvre (CT, MT, LT).

Tableau n°4 : Synthèse des résultats des travaux de groupe sur les bonnes pratiques et opportunités de GIRIS et pistes de dissémination

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions de dissémination des bonnes pratiques retenues et revues	Opportunités de consolidation et de mise à l'échelle des bonnes pratiques retenues et revues
Compréhension des risques de catastrophe	- Connaissance et repères endogènes déjà existant dans les pays	- Description détaillée des connaissances et repères des bonnes pratiques (caractérisation et taux de réussite) - Diffusion de la synthèse de connaissances et pratiques endogènes en lien avec les RRCC dans le bassin de la Volta - Elaboration, édition et publication de la synthèse de connaissances et pratiques endogènes en lien avec les RRCC dans le bassin de la Volta.	- Existence des personnes ressources qui détiennent des savoirs ancestraux à consolider pour une meilleure connaissance et compréhension des risques de catastrophes.
	- Développement des compétences en collecte et traitement des données imageries satellitaires	- Formation des jeunes et des professionnelles à l'acquisition aux traitements et l'exploitation des produits et données satellitaires - Construction d'un réseau pluridisciplinaire des scientifiques dans le domaine des SIG et télédétection	- Susciter des opportunités de renforcement des capacités des acteurs auprès des PTFs
	- Renforcement des capacités des professionnels(les) des médias	- Mise à jour le répertoire des diffuseurs d'information	- Développer des outils et canaux de communications sur les risques et les mesures de gestion - Susciter des PTFs pour le renforcement des médias sur la communication et la diffusion des informations sur les risques.
	- Promotion et valorisation des savoirs endogènes (croyances, perceptions, indicateurs locaux)	- Sensibilisation à travers les radios locales et crieurs publics, réseaux sociaux	- Existence des radios locales, des leaders communautaires, les réseaux sociaux
	- Existence des plans de contingence	- Réalisation des exercices de simulation	- Existence des comités locaux
	- Existence de Balises de mesure de niveau d'eau et délimitation des plus hautes eaux	- Formation et sensibilisation à la lecture et la compréhension des seuils	- Existence des comités locaux

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions de dissémination des bonnes pratiques retenues et revues	Opportunités de consolidation et de mise à l'échelle des bonnes pratiques retenues et revues
	- Approche multi-aléas	- Considération de plusieurs aléas plutôt que de vous concentrer uniquement sur un seul type de catastrophe. De nombreuses régions sont sujettes à divers types de catastrophes, et une approche multirisque garantit une compréhension plus globale des risques	- Meilleure connaissance de la cartographie des risques et les stratégies de gestion
	- Participation communautaire	- Implication des communautés dans le processus d'évaluation des risques. Les connaissances locales sont inestimables pour identifier les dangers, les vulnérabilités et les mécanismes d'adaptation - Investigation auprès des communautés locales pour comprendre leurs perceptions du risque et élaborer des stratégies de réduction des risques spécifiques au contexte	-
Renforcement de la gouvernance des risques d'inondations et de sécheresse (RIS) et d'Adaptation au changement climatique (ACC)	- Synergie d'action entre les structures	- Recensement des détenteurs des connaissances endogènes et des leaders d'opinion - Construction du réseau des détenteurs de pratiques endogènes - Organisation de rencontres entre les détenteurs de pratiques endogènes, les leaders d'opinion et les scientifiques	-
	- Accorder plus de priorité dans la budgétisation des RRC	-	-
	- Existence du Comité de gestion des RRC	- Renforcement des capacités des acteurs sur leurs rôles et responsabilités - Restitution des résultats des séances et atelier	- Accompagnement des PTF et des ONG
	- Les acteurs dans la chaîne de gestion des catastrophes sont formés	- Extension du renforcement des capacités des acteurs dans le cadre de la gestion des risques des inondations et de la sécheresse	- Existence de projets et programmes de gestion des RC
	- Existence d'un groupe WhatsApp d'échange d'information sur les RC	- Partager les informations sur les RC	- La majeure partie des acteurs disposent de téléphones et bonne couverture de réseaux
	- Reboisement	-	-

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions de dissémination des bonnes pratiques retenues et revues	Opportunités de consolidation et de mise à l'échelle des bonnes pratiques retenues et revues
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) aux fins de la résilience	- Maitrise de l'eau à travers la construction des retenues, etc.	-	-
	- Analyse des couts-bénéfices des RRC	- Comparer les couts des investissements en résilience avec les couts potentiels des catastrophes évitées	- PDNA
	- Existence de Bassin de collecte des eaux de ruissellement	- Réaliser et diffuser des films documentaires	- Programmation des activités RRC -ACC dans les plans locaux
	- Reboisement	- Sensibiliser au reboisement massif en veillant à la protection et au suivi	- Semaine de l'environnement
Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes	- Renforcer les capacités des institutions locales de GIRIS	- Information, Sensibilisation, formation des acteurs locaux, Equipements, financement	- Création de Projets et programmes et d'emploi en rapport avec la GIRIS et l'ACC au niveau local - Existence et implication des PTFs dans la RRC (Croix Rouge, Médecin sans frontière, Plan international, CARE International, ...) - Existence des agences de protection civile
	- Exercices de simulations des situations de catastrophe	- Atelier de sensibilisation des acteurs sur les mesures de prévention et comportements à adopter en cas de catastrophe - Réalisation d'au moins une simulation par an avec les acteurs	- Existence des comités locaux
	- Utilisation des savoirs endogènes	- Éducation environnementale dans les ménages, écoles et centres d'apprentissage	-
	- Existence de banque de céréales	- Publication des bulletins d'alertes sur la sécurité alimentaire	- Existence de SAP sécurité alimentaire
	- Existence d'une coordination et collaboration entre les divers acteurs	- Promotion de la collaboration entre les autorités locales, nationales et internationales	- Les conventions et accords entre parties prenantes.

Tableau n°5 : Synthèse des résultats des travaux de groupe sur l'implication des communautés pour l'amélioration de la mise en œuvre des politiques et plans de RRC et d'ACC

Dimensions du Cadre d'Action de Sendai	Éléments de déclinaison de la dimension	Acteurs clés institutionnels lead de l'action	Degré actuel d'implication des communautés (nul, faible, moyen, effectif) avec une mise en avant des difficultés	Actions d'implication déjà menées et autres suggérées	Echéance de mise en œuvre (CT, MT, LT)
Compréhension des risques de catastrophe	- Acteurs	- Agence de protection sociale - CROIX ROUGE - Ministères en charge de l'eau, l'environnement et des affaires sociales - Centre régionaux climatiques (AGRHYMET, ACMAD, etc) - Universités et Centres de Recherche	- Moyen	- Ateliers sur les RRC - Formations des communautés, exercices de simulations, prévention	- CT et MT
	- Valorisation des savoirs endogènes	- Agence de protection sociale - CROIX ROUGE - Collectivités locales - Universités et Centres de Recherche	- Faible	- Elaboration d'un répertoire accessible à la communauté des pratiques résilientes existantes	- CT et MT
	- Communication	- OSC - Agence de protection sociale CROIX ROUGE - Collectivités locales - Presse, télé, radio	- Moyen	- Sensibilisation de masse (théâtre, débats, films, documentaires) - Radio communautaires	- CT et MT
Renforcement de la gouvernance des risques d'inondations et de	- Acteurs	- Ministères en charge de l'eau et de l'environnement - Institutions régionales (GWP/AO, ABV, etc.) - Universités et Centres de Recherche	- Faible	- Renforcement de capacités des collectivités dans le cadre de la GRIS (vulgarisation des textes et décrets)	- CT et MT

Dimensions du Cadre d'Action de Sendai	Eléments de déclinaison de la dimension	Acteurs clés institutionnels lead de l'action	Degré actuel d'implication des communautés (nul, faible, moyen, effectif) avec une mise en avant des difficultés	Actions d'implication déjà menées et autres suggérées	Echéance de mise en œuvre (CT, MT, LT)
sécheresse (RIS) et d'Adaptation au changement climatique (ACC)	- Opérationnalisation des structures locales de GIRIS et d'ACC	- Agence de protection sociale Comités de développement à la base - Maire/Collectivités territoriales - OSC	- Moyen	- Formalisation de Comité de gestion communautaire des RIS - Renforcement/mise en place des Plateformes de RRC et d'ACC - Elaboration d'arrêtés communaux de GRIS	- CT et MT
	- Renforcement de la collaboration entre les acteurs du GIRIS ET ACC	- ABV, 6 pays, ministères, ONG, Croix Rouge	- Faible (manque de confiance entre les acteurs)	- Séances de rencontres d'échange et de recherches de solutions (communauté des pratiques CRT)	- CT, MT
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) aux fins de la résilience	- Mobilisation financière	- Ministères en charge de l'eau, de l'environnement, finance - Institutions régionales (GWP/AO, ABV, ...) - Institutions humanitaires - PNE et Société Civile - Collectivités locales - Autorités locales et décentralisées/déconcentrées - ONG et Associations	- Faible	- Plaidoyers pour la mobilisation des ressources (Volet infrastructure, Volet sécurité publique et administration, volet service social et services et volet économique)	- CT et MT
	- IEC	- Ministères en charge de l'eau, de l'environnement, de l'enseignement primaire-secondaire-supérieur, affaires sociales - Agence de protection sociale - OSC	- Faible	- Education environnementale dans les ménages, écoles et centres d'apprentissage - Implication des communautés à toutes les étapes	- CT et MT

Dimensions du Cadre d'Action de Sendai	Eléments de déclinaison de la dimension	Acteurs clés institutionnels lead de l'action	Degré actuel d'implication des communautés (nul, faible, moyen, effectif) avec une mise en avant des difficultés	Actions d'implication déjà menées et autres suggérées	Echéance de mise en œuvre (CT, MT, LT)
	- Réalisation des infrastructures résilientes	- Etat - Communautés locales - PTF	- Faible (non prise en compte des études d'impact environnemental et social)	- Prise en compte des études d'impact environnemental	- MT
Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes	- RETEX	- Etat - Communautés locales - PTF	- faible (non tenue des RETEX après la gestion de chaque choc)	- Tenue régulière à tous les niveaux	- CT
	- Communication/sensibilisation à la culture du risque	- Autorités locales et décentralisées/ déconcentrées ; - ONG et associations	- Faible (insuffisance d'engagement communautaire ; non appropriation par les communautés)	- Implication de la communauté à toutes les étapes	- CT
	- Elaboration des documents de planification	- Agence de protection sociale - Collectivités locales - Comités de développement à la base - OSC - Forces de défense et de sécurité - SDE-service déconcentrés de l'administration - Etat, plateforme - ONG - PTF	- Moyen	- Actualisation des plans de contingence locaux du BV - vulgarisation, formation et simulation des plans	- CT et MT

Dimensions du Cadre d'Action de Sendai	Éléments de déclinaison de la dimension	Acteurs clés institutionnels lead de l'action	Degré actuel d'implication des communautés (nul, faible, moyen, effectif) avec une mise en avant des difficultés	Actions d'implication déjà menées et autres suggérées	Echéance de mise en œuvre (CT, MT, LT)
	-	- Ministère en charge de l'eau, de l'environnement, de l'action sociale, la météorologie nationale - Agence de protection sociale - OSC	- Moyen	- Renforcement des capacités des services étatiques et non étatique dans les domaines spécifiques en termes de préparation et de reconstruction	- CT et MT
	-	- Agence de protection sociale - Collectivités locales - Comités de développement à la base - OSC - Forces de défense et de sécurité - SDE-service déconcentrés de l'administration	- Faible	- Organisation périodique des exercices de simulations	- CT et MT

3.3. Session 4 : Synthèse des recommandations de l'atelier régional

A la suite des présentations et des discussions enrichissantes, des recommandations ont été identifiées. Une synthèse est reportée au tableau 6.

Tableau 6 : Synthèse des recommandations

N°	Recommandations	Responsables
01	Elaborer des projets pour la mobilisation des ressources financières	Autorité du Bassin de la Volta
02	Mobiliser les ressources financières à l'interne pour la mise en œuvre des activités de réduction des risques de catastrophe et prospector les fonds extérieurs à travers l'élaboration de projets bancables.	Pays membres
03	Opérationnaliser les protocoles de diffusion de l'information et de partage de données	Autorité du Bassin de la Volta
04	Mettre en place un observatoire de gestion durable de hydrosystème Volta	Autorité du Bassin de la Volta
05	Construire une synergie des communautés scientifiques autour de la conception et de l'optimisation des outils de collecte et de traitement des imageries satellitaires	Autorité du Bassin de la Volta
06	Mettre en place un cadre de concertation pour la pérennisation des bonnes pratiques	Autorité du Bassin de la Volta
07	Opérationnaliser le groupe des médias du bassin de la Volta	Autorité du Bassin de la Volta
08	Elaborer une politique régionale de gestion durable des Terres.	ABV
09	Intégrer RRC et d'ACC dans les différents ordres d'enseignement et d'apprentissages dans le cadre d'éducation environnementale en vue du développement durable.	ABV, Etats membres du bassin
10	Pour une meilleure coordination des actions - Faciliter l'élaboration d'un Plan d'engagement des acteurs dans le domaine de la gestion des RRC et d'ACC - Faciliter l'élaboration d'un plan d'action des parties prenantes (PAPP)	ABV

Au vu de la profondeur des échanges de l'atelier et la nécessité de peaufiner les résultats obtenus face à la durée limitée de l'atelier, Il a été mis en place un comité ad hoc composé des points focaux-pays de l'ABV pour apprécier les produits finaux issus des échanges de l'atelier régional à travers le rapport provisoire à soumettre par l'équipe régionale.

Pour la finalisation des produits de l'atelier, une feuille de route a été proposée ainsi que suit dans le Tableau 7

Tableau n°7 : Feuille de route post atelier

Activités	Acteurs	Echéances	Observations
Rapport atelier	Bureau	15 mai	
Envoi rapport du bureau de l'atelier aux participants	GWP-AO	17 mai	
Tableaux synthèse CN	CN	21 mai	
Retourn des participants	Participants	24 mai	

Produits finaux CN et soumission	CN	28 mai	
Synthèse CR et soumission	CR	31 mai	
Rapport final et partage	CR	31 mai	
Retour des experts nationaux	CN	07 juin	
Produits finaux	CR	10 juin	

3.4. Clôture de l'atelier régional

Deux (02) temps forts ont marqué la cérémonie de clôture de l'atelier. Le premier a été consacré aux impressions des quelques participants sur le travail abattu lors de l'atelier. A cet effet, les participants désignés ont à tour de rôle, remercié les organisateurs de l'atelier ainsi que les équipes techniques déployées qui ont facilité l'atteinte des objectifs.

Le deuxième temps fort est celui des allocutions de clôture de l'atelier dont le discours de clôture a été prononcé par le Directeur des Ressources en Eau du Togo, Monsieur Gninpale KONLANI, représentant le Gouvernement du Togo. Dans son discours, il a, au nom du Gouvernement, remercié les organisateurs pour la tenue sur la terre togolaise de cet important atelier régional ainsi que les partenaires financiers de mise en œuvre du projet. Aussi, il n'a pas manqué de remercier les participants pour l'assiduité, la qualité des travaux et les fructueuses échanges. Pour finir, il a souhaité bon retour aux participants dans leur pays respectif. Sur ces mots qu'il a déclaré clos les travaux de l'atelier.

Annexe 1 : Liste des participants à l'atelier régional



Atelier régional sur les politiques, les plans et les directives de gestion intégrée des risques des inondations et des sécheresses pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la volta (les 13 et 14 mai 2024 à Lomé, au Togo)

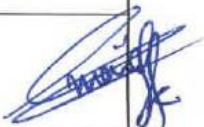
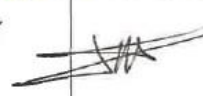
Liste de présence du 13 mai 2024

Dates : 13 et 14 mai 2024

Lieu : Hôtel La Concorde

N°	Nom	Prénoms	Emails/Téléphone	Fonction	Structure	Signature
1	DESSOUASSI	Yacovi Robert	robertdessouassi@gmail.com	Directeur Exécutif	ABV	
2	HOUAME	K Armand	armand.houame@gwp-africa.org	Secrétaire Exécutif	GWP-A	
3	TRAORE	Daouda	ddsspdnh@gmail.com	Représentant le Coord SFN-ABV-Tali	DNH-Mali	
4	KOMI	Kossi	komic81@yahoo.fr +229 93 28 57 52	Représentant CRCC/ULI Togo	CRCC Université de Lomé	
5	ABOU-BAKARI	N. Salissou	aboubakari.salissou@gmail.com	Maire de la Commune Aboli	Commune Assoli 1	

6	ADAMA	BAGAYOKO	abagayoko@gmail.com	Consultant	Consultant Individuel Hali	AB
7	IDRISSOU	Mouhamed	idriissouh@gmail.com +228 93635849	C.S	WASCAL-TOGO	
8	GOUILA	Ari Tie Albert	+250707516163	Consultant	UNWA CIV	
9	BAIJANA	H. Maleki	maleki.bady@yahoo.fr 90883100	Consultant	GNP-AD	
10	N'KOUBA	Binakoudan	binakoudan.nkoudan@plan-international.org 90038269	Spécialiste WASH	Plan International Togo	
11	MOUËDRAOGO	RASTANE	rastane@yobaf.fr +226 76524422	Consultant	Burkina Faso	
12	LEKEZINE	Edjere Kiman	edjereleke@gmail.com 90165616	Prévisionniste Météo	METEO TOGO	
13	TCHAYE	Nandja	nandjairivan@yobaf.fr 90060642	Coordonnateur Projet Readiness	Direction de l'Environnement	
14	GOURBOU	Cécile	goupetuececile@gmail.com	Représentante DGPC/Burkina Faso	DG PC / Burkina Faso	

15	SAWADO GO	Wendyam Lazare	sawadogolazare @gmail.com	Point focal structure	ANAM	
16	MAIGA	KOLADO	koladapompier @gmail.com	Direction Protection civile MALI	DGPC /coordonateurs	
17	MANGANE	BAKARI	bakarimangane@ gmail.com	Chef Bureau Alertes et Prévisions Météorologiques	MALI-METEO	
18	BROU Kouacou Eric Olivier		brouericbko77@ gmail.com	Sous-Directeur Planification Opérationnelle	Offic National de la Protection Civile RCI	
19	Sou D AHORO	AHMED LADINE	doumakoroahmedladine @yahoo.fr / ladine. doumakoro@soliderec.ci	Chef Bureau Hydro-météorologie	S-DE XAN	
20	KOUASSI KOUAME Auguste		Kouame auguste @ yahoo.fr	Directeur	MINEF / SPARE Coordonnateur SFN AFR	
21	Congo Thaïstapha	Thaïstapha	congombf@yahoo.fr	président PNE-RF	PNE-RF	
22	ZONGO GERARD	GERARD	zongo.gerard @gmail.com	Point focal VFDH	DGRE	
23	ATOUABOU Ernest	Ernest	ajaniw@ yahoo.fr	consultant régional	Bénin	

23	BRACO	M. Nasser	+229 96061664 nasserbraco@yahoo.fr	Consultant régional	Bénin	
24	Muala	Eric	+233234502258 ericmuala25@gmail.com	Principal Officer (Monitoring)	WRC Ghana	
25	Samuel Owusu Ansa					
25	ANSAH	SAMUEL OWUSU	+233242935927 ansahsamuelowusu2014@gmail.com	Principal Meteorologist	GMMel Ghana	
26	NORMAN	CHARLOTTE	0209875188 charlottenorman72@yahoo.co.uk	Director	National Disaster Ghana	
27	ASANTE	KWAKU	+233209115036 Kwaku. asante@hydro.gov.gh	Hydrologist	Hydrological Authority Ghana	
28	ARAYE KRAMOU	Rachel	+229 96412516 r.araye@guppmo-benin.org	Assistante Technique	PNE - Bénin	
29	ANATO Boris Polynice	Boris Polynice	+229 66431818 banat@meteobenin.bj	Directeur de la Pré- vision et du Réseau d'Observation Météorologique	METEO-BENIN	
30	ADECHIAN	Souley A.	+229 66226999 adechian@yahoosn.com	Consultant National	Bénin	

31	Bekoe	Emmanuel Obeng	+233-242724297 eobekoe@yahoo.com	National Consultant Ghana	Ghana	
32	Boateng - Gyimah	Maxwell	+233-558 584069 boatengmax2@gmail.com	Exc. Sec CWP- Ghana	CWP- Ghana	
	PISSANG	Essossinam	gyestogo@Rob.mail.com +228 9002 1786	Coordinateur Région centrale	ONG JVE	
33	ALÉ	Abdel Hakim	abdelhakimale@gmail.com +229 97 08 69 70	Directeur Prévention	ANPC-BENIN	
34	FOFANA	RAFATOU	rafatou.fofana.abou@gmail.com +226 70824583	Dir Observatoire du Bassin de la Volta	ABV	
35	DOSSOU	Martial	+229 95050566 samumax@yahoo.fr	chef de Service PF-VFOM	BENIN	
37	FOMEDI	Kossi-Kuma	fomdcharles@gmail.com +228 21351683	Chargé de projet	ONG JVE	
38	HINVI	Sessiédé Dorin	do.nicohimuriz@gmail.com	Hôteesse	Etudiante	
40	ATISSO	Fineb Hauvessi	hauvessifineb@gmail.com	secrétaire	CEPROFAT	

41	YARO OUEDBAGE	AGUIRATOU	aguiratou.yaro@gwpa.org +226 65 27 21 65	RAF	GWP-AO	
43	BAH	Tchalla	rpidaaniel@outlook.fr (00228) 90234964	Hydrogéologue	DRE/TCNAV	
44	TEBLOKOU	Maxime	+2266406668	Chargé de Projet	GWP-AO	
45	Dr AKIBODE	A. Nelson	nelson.akibode@gmail.com 90022528	Directeur de la Prévention	ANPC/DCAH	
46	TCHAKPAO	ABDOUL AMINOU	90437511	chauffeur du Naira	chauffeur	
47	PATCHAKÉ	Tchilabalo	91238956	Escorte du ASSOLI 1	05092/DGPN	
48	LOKOU KEBON BOYODI	BOYODI	80878856	Chauffeur	Plan internationale Togo	
49	KONLANI	Gninpale	+228 93632173 konlani2005@yahoo.fr	DRE Coordonnateur SFN	Togo	
50	HOUNTONOST Fabien C.C.	Fabien C.C.	+22966008202 fabien.ho@yahoo.com	Expert Risques	Bénin	

51	AKRASHU	Komivi	akwadye anwoyashu 00223 90878080	Coordinateur Regional Maritime	CRT Togo	Aky

Annexe 2 : Agenda de déroulement de l'atelier

Agenda indicatif de déroulement de l'atelier régional

Horaire	Activités	Méthodologie	Intervenants
Jour 1 : 13 Mai 2024			
08h30-09h00	Inscription des participant(e)s	Secrétariat	▪ PNE
09h00-10h00	Session 1 : Cérémonie d'ouverture et mise en route de l'atelier régional		
	▪ Allocutions des partenaires ▪ Discours d'ouverture	Mots de bienvenue et Discours	▪ DRE Togo ▪ SE GWP-AO ▪ DE ABV ▪ Ministre/ Représentant
	▪ Présentation des participant(e)s	Tour de table	▪ GWP-AO ▪ Consultants régionaux ▪ Participant(e)s
	▪ Objectifs de l'atelier ▪ Agenda de l'atelier et adoption	Exposé/ débat	
	▪ Aspects logistiques ▪ Mise en place du présidium de l'atelier		
10h00-10h30	Photo de groupe / PAUSE CAFE		
Session 2 : Intégration et mécanismes de coordination et de collaboration de mise en œuvre des politiques, plans et directives de réduction et de GIRIS pour l'ACC dans le bassin de la Volta			
10h30–13h00	▪ Résultats issus des études de terrain et des ateliers locaux et nationaux ▪ Résultats de l'étude régionale ▪ Discussions ▪ Consignes des travaux de groupes ▪ Travaux de groupes	Exposé/ débat/ Exercices	▪ Consultants nationaux (6) ▪ Consultants régionaux ▪ Participant(e)s
13h00-14h00	PAUSE DEJEUNER		
Session 2 : Intégration et mécanismes de coordination et de collaboration de mise en œuvre des politiques, plans et directives de réduction et de GIRIS pour l'ACC dans le bassin de la Volta (Suite)			
14h00–16h00	▪ Travaux de groupes	Exercices	▪ Présidium ▪ Participant(e)s
16h00-16h15	PAUSE -CAFE		

Horaire	Activités	Méthodologie	Intervenants
16h15-17h30	Restitution des résultats des travaux de groupes	Présentation	- Présidium - Participant(e)s
17h00	FIN DES TRAVAUX DU JOUR 1		
Jour 2 : 14 Mai 2024			
Session 3 : Bonnes pratiques, opportunités et implications des communautés dans la mise en œuvre de la GIRIS et d'ACC dans le BV			
08h30- 10h30	- Résultats issus des études de terrain et des ateliers locaux et nationaux - Résultats de l'étude régionale - Discussions - Consignes des travaux de groupes - Travaux de groupes	Exposé/ débat/ Exercices	- Consultants nationaux (6) - Consultants régionaux - Participant(e)s
10h30-11h00	PAUSE CAFE		
11h00- 13h00	Travaux de groupes (suite et fin)	Exercices	- Présidium - Participant(e)s
13h00-14h00	PAUSE DEJEUNER		
Session 3 : Bonnes pratiques, opportunités et implications des communautés dans la mise en œuvre de la GIRIS et d'ACC dans le BV (Suite et fin)			
14h00-15h45	Restitution des résultats des travaux de groupes	Présentation	- Présidium - Participant(e)s
15h45-16h00	PAUSE CAFE		
Session 4 : Synthèse et clôture de l'atelier régional			
16h00 -17h00	Synthèse des recommandations de l'atelier Cérémonie de clôture	Rapportage Mots des participants et partenaires Discours de clôture	- SE GWP-AO - DE ABV - Ministre ou représentant
17h00	FIN ATELIER REGIONAL		



ADAPTATION FUND

Projet : "Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta"

(Projet VFDM)

**ATELIER REGIONAL SUR LES POLITIQUES, LES PLANS ET LES DIRECTIVES DE
GESTION INTEGREE DES RISQUES DES INONDATIONS ET DES SECHERESSES
POUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**

DANS LE BASSIN DE LA VOLTA

(13 et 14 mai 2024 à l'Hôtel Concorde de Lomé, Togo)

Note conceptuelle

Partenaires d'exécution



Avril 2024

Table des matières

1. Contexte et justification	2
2. Objectifs et résultats attendus de l'atelier régional	3
2.1. Objectifs de l'atelier	3
2.2. Résultats attendus de l'atelier régional	3
3. Méthodologie de déroulement de l'atelier régional	4
3.1. Méthode d'animation de l'atelier régional	4
3.2. Contenu de l'atelier régional	4
4. Participant(e)s de l'atelier régional	5
5. Dates et lieu de tenue de l'atelier régional	5

Agenda indicatif de déroulement de l'atelier régional_6

Contexte et justification

En réponse aux problèmes des inondations et des sécheresses dans le bassin de la Volta (BV), l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV), le Partenariat Mondial de l'Eau en Afrique de l'Ouest (GWP-AO) et les structures nationales compétentes des Etats Membres de l'ABV, mettent en œuvre le projet intitulé « *Volta Flood and Drought Management (VFDM)* » « [Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse, et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta](#) » de juin 2019 à fin juin 2024. Le projet VFDM, financé par le Fonds d'Adaptation (FA), met l'accent sur (i) le renforcement des capacités des fournisseurs de services hydrométéorologiques, de protection civile et autres acteurs concernés des six pays riverains du bassin de la Volta ; ainsi que (ii) le développement d'un système d'alerte précoce (SAP) aux inondations et aux sécheresses pour le BV.

Dans le cadre des activités du projet VFDM, une plateforme de prévision et d'alerte aux inondations et aux sécheresses (**VoltAlarm**) a été développée et des bulletins d'informations sont produits par l'ABV et les structures nationales en charge de l'hydrologie, de la météorologie, de la protection civile et de l'agriculture. Une stratégie régionale de réduction et de gestion intégrée des risques des inondations et des sécheresses (GIRIS) aussi a été élaborée ensemble avec les parties prenantes du bassin de la Volta.

Pour la dernière phase de mise en œuvre du projet, il est prévu de novembre 2023 à fin mai 2024, de mener une série d'activités en vue :

- de l'amélioration des politiques, des stratégies, des plans et des instruments ainsi que de l'aide à la décision pour une gestion intégrée et à long terme des risques des inondations et des sécheresses et pour renforcer la résilience au changement climatique (ACC) aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin ;
- du renforcement des capacités des acteurs et des décideurs sur les politiques, les stratégies, les plans et les instruments de gestion intégrée à long terme des risques des inondations et des sécheresses aux niveaux local, national et transfrontière ;
- du développement d'un processus de collaboration pour s'assurer que les politiques, les stratégies, les plans et les instruments de gestion intégrée à long terme des risques des inondations et des sécheresses sont acceptés par les organisations et les communautés locales et adaptés au contexte local.

A cet effet, les trois partenaires (OMM, GWP-AO et ABV) ont commis une mission régionale et des missions nationales dans chacun des pays du bassin de la Volta.

Les missions nationales et régionale ont fait un état des lieux de la mise en œuvre de la GIRIS sur les sites pilotes du projet VFDM, y compris l'opérationnalisation du SAP-VoltAlarm et des autres mesures et dispositions stratégiques et opérationnelles, assorti du recensement des difficultés/contraintes, des lacunes et des défis ainsi que de l'identification des bonnes pratiques et opportunités pour une gestion améliorée et durable de la GIRIS et de l'Adaptation au Changement Climatique dans le bassin de la Volta.

La prochaine étape des missions est la tenue d'un atelier régional sur les politiques, les plans et les directives de gestion intégrée des risques des inondations et des sécheresses pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta.

La présente Note Conceptuelle précise le contexte, les objectifs, les résultats attendus, la démarche méthodologique, les participants attendus et l'agenda indicatif de l'atelier régional.

Objectifs et résultats attendus de l'atelier régional

Objectifs de l'atelier

L'objectif principal de l'atelier est de renforcer la résilience à travers des politiques, des plans et des directives de réduction et de GIRIS et d'ACC adaptés aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta.

Les objectifs spécifiques visés sont les suivants :

- faire la revue des politiques, des plans et des directives de GIRIS et d'ACC ainsi que de leur mise en œuvre aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta, en partant des résultats des missions nationales et régionale ;
- définir des actions à mettre en œuvre pour assurer la prise en compte des retours des acteurs locaux et nationaux dans les processus d'élaboration, d'actualisation et de mise en œuvre des politiques, des plans et des directives de GIRIS et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta ;
- analyser et proposer des améliorations à apporter aux mécanismes existants de coordination et de collaboration institutionnelles pour une mise en œuvre effective et efficiente des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV ;
- approfondir et compléter les propositions de bonnes pratiques et les opportunités de réduction et de gestion intégrée des risques des inondations et des sécheresses pour l'ACC dans le BV ;
- définir des actions de dissémination des bonnes pratiques de réduction et de gestion intégrée des risques des inondations et des sécheresses pour l'ACC, assorties d'une mise en avant des rôles et responsabilités des parties

prenantes du niveau local à l'échelle transfrontière ;

- formuler des actions et recommandations pour une implication effective des communautés locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures à long terme de réduction et de GIRIS pour l'ACC dans le BV.

Résultats attendus de l'atelier régional

Les principaux résultats attendus de l'atelier régional sont :

- la définition des actions à prendre en compte dans le cadre des processus de planification du développement pour disposer des politiques, des plans et des directives de GIRIS et d'ACC adaptés et effectivement mis en œuvre aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta ;
- la proposition des actions de dissémination des bonnes pratiques de réduction et de GIRIS pour l'ACC avec une mise en avant des rôles et responsabilités des parties prenantes du niveau local à l'échelle transfrontière ; et
- la formulation des actions et recommandations pour une implication effective des communautés locales dans la mise en œuvre des mesures à long terme de réduction et de GIRIS dans le BV.

Méthodologie de déroulement de l'atelier régional

L'atelier régional sera facilité par les Consultants régionaux en collaboration avec le GWP-AO.

La démarche méthodologique d'organisation de l'atelier régional s'articule autour des principales

étapes ci-après : la préparation, le déroulement et le rapportage.

L'étape de préparation porte principalement sur la finalisation de la Note Conceptuelle et de l'agenda indicatif de déroulement, la préparation des communications et des termes de référence des travaux de groupes, le ciblage et la mobilisation/ l'invitation des participant(e)s, ainsi que la prise des dispositions logistiques requises.

L'étape de déroulement alterne le développement des sessions avec des communications suivies de débats ainsi que des travaux de groupes dont les résultats seront restitués en plénière. Elle commence par les prémices de démarrage (accueil, cérémonie d'ouverture, etc.) et se termine par les formalités de clôture (recommandations, cérémonie de clôture, etc.).

L'étape de rapportage met l'accent sur la synthèse et l'analyse de l'ensemble des productions issues de l'atelier régional d'une part, et sur l'élaboration du rapport d'autre part.

Méthode d'animation de l'atelier régional

L'atelier régional se déroulera selon une approche interactive valorisant les prérequis et les expériences des participant(e)s au moyen de différentes

techniques d'animation et de dynamique de groupes pour assurer leur participation active. Le premier rôle sera donné aux participant(e)s afin de garantir leur engagement vis à vis des résultats qui seront obtenus.

Les supports didactiques incluent les communications sur chacune des sessions, les documents préparatoires (Note conceptuelle, agenda de l'atelier, termes de référence des travaux de groupe, rapports des consultants, etc.) ainsi que les kits des participant(e)s.

Au nombre des techniques d'animation de l'atelier régional figurent le partage des expériences des participant(e)s, les intermèdes d'animation pour casser la monotonie et retenir l'attention des participants, les exposés/débats, les travaux de groupe et la restitution en plénière.

Les participant(e)s recevront la documentation numérique et /ou en version papier.

L'atelier régional se déroulera en français et en anglais avec les facilités de traduction simultanée dans les deux langues.

Contenu de l'atelier régional

L'atelier régional est articulé autour de sessions en lien avec ses objectifs spécifiques :

- **Session 1** : Cérémonie d'ouverture et mise en route de l'atelier régional ;
- **Session 2** : Intégration et mécanismes de coordination et de collaboration de mise en œuvre des politiques, plans et directives de réduction et de GIRIS pour l'ACC dans le bassin de la Volta ;
- **Session 3** : Bonnes pratiques, opportunités et implications des communautés dans la mise en œuvre des mesures GIRIS et d'ACC dans le BV ;
- **Session 4** : Synthèse et clôture de l'atelier régional.

Participant(e)s de l'atelier régional

Environ une quarantaine de participant(e)s prendront part à l'atelier. Le tableau ci-après présente les différentes catégories de participant(e)s attendu(e)s à l'atelier régional ainsi que les pays de provenance.

Structures/Nombre de participants par pays	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Ghana	Mali	Togo
Direction en charge des ressources en eau	1	1	1	1	1	1
Agences et Direction de la météorologie	1	1	1	1	1	1
Agence/Direction nationale de la protection civile	1	1	1	1	1	1
Consultant national	1	1	1	1	1	1
Consultant régionaux	3					
Acteurs locaux du Togo (Oti)						3
Partenariat National de l'Eau	1	1		1		1
Autres acteurs Togo (Environnement, Croix Rouge Togo, Plan Togo, Changement Climatique, Université de Lomé)						5

ABV		3				
GWP-AO		3				
Total	8	11	4	5	4	13
	45					

Dates et lieu de tenue de l'atelier régional

L'atelier régional se tiendra **les 13 et 14 mai 2024 à l'Hôtel Concorde de Lomé au Togo.**

Annexe 4 : Les termes de référence des travaux de groupe

TdRs 1 : Session 2

Consignes :

1. Les participant(e)s sont organisé(e)s en trois groupes d'une dizaine de personnes
2. Au sein de chaque groupe (Liste des membres à établir), les membres désignent un Président et

En partant des synthèses présentées par les Consultants nationaux et régionaux

3. Faire la revue des politiques plans et directives ainsi que des mécanismes de coordination et de collaboration (pour les 3 niveaux) en supprimant certains aspects si et en apportant les précisions et compléments jugés nécessaires
4. Approfondir et étoffer les faiblesses/ difficultés notées ainsi que les suggestions d'améliorations

Politiques, plans et directives	Eléments non pris en compte selon le niveau	Améliorations à mettre en place dans le cadre d'un processus d'actualisation et de mise en œuvre	Observations

Mécanismes de coordination et de collaboration institutionnelles	Difficultés et faiblesses	Améliorations à mettre en place dans le cadre d'un processus d'actualisation et de mise en œuvre	Observations

TdRs 2 : Session 3

Consignes :

Les participant(e)s sont organisé(e)s en quatre groupes d'une dizaine de personnes

Au sein de chaque groupe (Liste des membres à établir), les membres désignent un Président et un Rapporteur pour la gestion des travaux.

En vous référant (i) à vos connaissances/expériences de GIRIS et d'ACC de votre pays et au niveau du BV, (ii) au contenu des communications et (iii) aux supports mis à votre disposition, vous êtes invités à remplir les tableaux ci-après.

Activités

Revue et affinement des bonnes pratiques de GIRIS et d'ACC ainsi que des actions de dissémination et des opportunités de consolidation et de mise à l'échelle dans le bassin de la Volta

- Faire une revue rapide des bonnes pratiques et des opportunités identifiées et si nécessaires en supprimant certaines jugées non indiquées et améliorant la catégorisation par priorité du Cadre d'action de Sendai
- Faire une relecture des bonnes pratiques et des opportunités retenues en procédant à leur réécriture et à leur affinement le cas échéant
- Affiner les actions de dissémination et de valorisation des opportunités pour une consolidation et la mise à l'échelle des bonnes pratiques

Revue et affinement des mécanismes identifiés et proposés pour une implication effective des communautés dans les processus

- Procéder à une relecture puis affiner et étoffer par dimension :
- les éléments de déclinaison de chacune des dimensions du Cadre d'Action de Sendai ;
- les acteurs clés institutionnels lead de l'élément de déclinaison de la dimension du Cadre d'Action de Sendai ;
- le degré actuel d'implication des communautés (nul, faible, moyen, effectif) avec une mise en avant des difficultés ;
- les actions d'implication déjà menées et autres suggérées ;
- l'échéance de mise en œuvre (CT, MT, LT).

Revue et affinement des bonnes pratiques de GIRIS et d'ACC ainsi que des actions de dissémination et des opportunités de consolidation et de mise à l'échelle dans le bassin de la Volta

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions de dissémination des bonnes pratiques retenues et revues	Opportunités de consolidation et de mise à l'échelle des bonnes pratiques retenues et revues
Compréhension des risques de catastrophe	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
Renforcement de la gouvernance des risques d'inondations et de sécheresse (RIS) et d'Adaptation au changement climatique (ACC)	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) aux fins de la résilience	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-

Mécanismes d'implication effective des communautés dans les processus de GIRIS et d'ACC dans le bassin de la Volta

Dimensions du Cadre d'Action de Sendai	Eléments de déclinaison de la dimension	Acteurs clés institutionnels lead de l'action	Degré actuel d'implication des communautés (nul, faible, moyen, effectif) avec une mise en avant des difficultés	Actions d'implication déjà menées et autres suggérées	Echéance de mise en œuvre (CT, MT, LT)
Compréhension des risques de catastrophe	-	-	-	-	-
Renforcement de la gouvernance des risques d'inondations et de sécheresse (RIS) et d'Adaptation au changement climatique (ACC)	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) aux fins de la résilience	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-

Annexe 5 : Résultats des travaux de groupe sur l'intégration des Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC dans le bassin de la Volta

Groupe 1

Dimensions	Dispositions politico-stratégiques et opérationnelles au niveau national	Aspects locaux/ nationaux non pris en compte (cf. retours de suggestions des expériences locales e.g. initiatives pilotes VFDM)	Aspects transfrontières/ régionaux non pris en compte	Suggestions-pays
Compréhension des risques de catastrophe	Programme d'Action National d'Adaptation aux Changements Climatiques du Benin (PANA-Benin)	- Faible perception des élus locaux de l'importance de la mise en œuvre des aspects de changement climatique prévus au PDC		- Faire un plaidoyer à l'endroit des élus locaux pour la prise en compte d'ACC dans les PDC
	Politique Nationale de l'Eau	- Méconnaissance du document au niveau local - Faible intégration intersectoriel des dispositions		- Renforcer la communication sur la politique au niveau local - Appuyer la mise en œuvre avec des actions concrètes : réaliser les adductions d'eau potable au profit des communautés, des abreuvoirs pour le bétail
	PANGIRE PHASE 3	- Méconnaissance du document au niveau local : faible intégration verticale		- Renforcer la communication sur la politique au niveau local - Appuyer la mise en œuvre avec des actions concrètes : réaliser les adductions d'eau potable au profit des communautés, des abreuvoirs pour le bétail
		-		

Renforcement de la gouvernance des risques d'inondations et de sécheresse (RIS) et d'Adaptation au changement climatique (ACC) en référence au cadre légal et institutionnel, y inclus les outils techniques tels que le profil de risques, les cartes, les systèmes d'alerte, et plans opérationnels	Loi n° 2016-06 portant loi-cadre sur l'aménagement du territoire	- Faible intégration intersectorielle - Méconnaissance des principales orientations des textes		- Nécessité de rendre disponible tous les décrets d'application de la loi et les vulgariser
	Loi n° 2018-18 du 06 août 2018 sur les changements climatiques en République du Bénin	- Faible intégration intersectorielle - Méconnaissance des principales orientations des textes		- Actualiser et vulgariser des plans de sécheresse - Matérialiser les couloirs de passage par les transhumants puis sensibiliser leur respect - Renforcer la mise en œuvre du programme de sédentarisation et des aires de pâturage
	Loi n°2018-20 du 23 Avril 2019, portant code pastoral en République du Bénin	- Faible intégration intersectorielle - Méconnaissance des principales orientations des textes		- Renforcer la vulgarisation des décrets d'application de la loi
	Loi n° 93-009 portant régime des forêts en République du Bénin	- Faible intégration intersectorielle - Faible participation des communautés - Méconnaissance des principales orientations des textes	Faible arrimage des principes d'aménagement entre les pays du BV	- Vulgariser le plan d'aménagement et sensibiliser au respect des exigences dudit plan - Susciter la participation des communautés au processus d'élaboration des plans d'aménagement forêts
	Loi n° 98-030 portant loi-cadre sur l'environnement en République du Bénin	- Faible intégration intersectorielle		- Rendre accessible les textes en lien avec la protection de l'environnement et des ressources naturelles

		- Méconnaissance des principales orientations des textes		
	DÉCRET N ° 2023 - 334 DU 21 JUIN 2023 portant mesures et procédures de réduction des risques de catastrophe, d'urgence sanitaire et de protection civile en République du Bénin	- Faible intégration intersectorielle - Méconnaissance des principales orientations des textes		- Vulgariser les textes d'application de la loi portant gestion de l'eau en République du Bénin
	Loi n°2010-044 du 24 novembre 2010 portant gestion de l'eau en République du Bénin	- Faible accessibilité des textes		- Rendre accessible les textes sur la RRC-ACC - Vulgariser les textes d'application de la loi portant gestion de l'eau en République du Bénin - Faire le suivi de l'application de la réglementation
		-		
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) aux fins de la résilience	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)	- Méconnaissance de l'existence du document au niveau local		- Vulgariser le SDAGE pour le faire connaître aux autres acteurs de développement
	Schéma Directeur d'Aménagement Communal (SDAC)	-		
		-		
Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière	Plan d'Action National de lutte contre la désertification	- Faible valorisation des espèces locales dans l'opérationnalisation du plan	Faible intégration verticale	- Proposer des espèces forestières résilientes aux changements climatiques

efficace et pour « mieux reconstruire » durant la phase de remise en état et de reconstruction	Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes	- Faible vulgarisation des stratégies et politiques relatives à la RRC/ACC		- Renforcer les capacités des acteurs au niveau local
	Plan national d'adaptation aux changements climatiques du Bénin	- Faible perception des élus locaux de l'importance de la mise en œuvre des aspects de changement climatique prévus au PDC		- Faire un plaidoyer à l'endroit des élus locaux pour la prise en compte d'ACC dans les PDC
	Plan National de la sécheresse du Bénin	-		
	Plan d'Actions National sur la Gestion Durable des Terres (PAN-GDT)	- Méconnaissance au niveau local - Faible opérationnalisation	Inexistence d'une politique GDT à l'échelle du BV	- Vulgariser le Plan pour le faire connaître aux autres acteurs de développement - Limiter l'utilisation abusive des pesticides chimiques agricoles
	Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de troisième génération (PNIASAN 3)	- Faible vulgarisation des axes stratégiques du Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de seconde génération	Faible intégration verticale	- Mobilisation des ressources pour la réalisation des activités du cadre de planification - Renforcer les capacités des acteurs au niveau local
	Plan National de contingence (PNC)	- Faible arrimage entre le plan PNC et le PCC	Faible intégration verticale avec les plans régionaux de GIRIS	- Veiller à la prise en compte des dispositions du PNC lors de la révision d PCC
	Plan d'Organisation de la Réponse de Sécurité civile (ORSEC)	- Faible arrimage entre le plan ORSEC et le PCC		- Veiller à la prise en compte des dispositions du plan ORSEC lors de la révision d PCC

	Plan de contingence communal (PCC)	- La non priorisation de l'élaboration et de l'opérationnalisation du PCC		- Prioriser l'élaboration du PCC et organiser des exercices de simulations
	Plan de Développement Communal (PDC)	- La lenteur dans les procédures de passation de marchés - Insuffisance de ressources financières - Faible capacité de mobilisation de ressources financières externes		- Renforcer la chaîne de passation de marché - Mettre à disposition des ressources financières nécessaires - Renforcer les capacités des communes dans la recherche de financement pour la GRIS
	Plan Local d'Adaptation aux Changements Climatiques (PLACC)	- Plan non actualisé depuis 2019 donc caduc.		- Actualiser le PLACC de la commune
Initiatives, programmes, projets de gouvernance et de gestion des risques des inondations et des sécheresses en cours	Reboisement de la berge de la marre des crocodiles	- Insuffisance des ressources matérielles et techniques pour mener à bien les activités		- Renforcer les capacités techniques
	Programme d'Adaptation à Base d'Ecosystème (PABE)	- Manque de suivi des réalisations par les bénéficiaires - Absence de capitalisation des acquis du projet - Manque de synergie d'action avec les autres projets intervenant dans la portion nationale du BV		- Renforcer les capacités des communautés à la base sur le suivi et la capitalisation des acquis des projets - Faciliter les synergies d'actions entre les projets intervenant dans la portion nationale du BV
	AGIR-EAU	- Manque de suivi des réalisations par les bénéficiaires - Absence de capitalisation des acquis du projet		- Renforcer les capacités des communautés à la base sur le suivi et la capitalisation des acquis des projets

	Building Resilient and Inclusive Cities (BRIC)	- Forte orientation du projet vers les zones urbaines - Manque de synergie d'action avec les autres projets intervenant dans la portion nationale du BV		- Organiser des plaidoiries pour la prise en compte des zones rurales en particulier la portion nationale du BV - Faciliter les synergies d'actions entre les projets intervenant dans la portion nationale du BV
	Projet VFDM	- Manque de synergie d'action avec les autres projets intervenant dans la portion nationale du BV - Méconnaissance de l'importance du dispositif météo installé à Tabota		- Faciliter les synergies d'actions entre les projets intervenant dans la portion nationale du BV - Sensibiliser la population sur l'importance du dispositif météo installé à Tabota
	Project Forests for Future (F4F)	- Manque de synergie d'action avec les autres projets intervenant dans la portion nationale du BV		- Faciliter les synergies d'actions entre les projets intervenant dans la portion nationale du BV
	SAP National	- Méconnaissance du SAP - Non implication des média locaux, des crieurs publics etc... pour informer les communautés à la base		- Appropriation du système par la collectivité locale (Mairie) afin de faciliter l'accès aux informations à la communauté à la base
	SAP VoltAlarm	- Méconnaissance de l'existence de l'outil au niveau communal		- Organiser un atelier de renforcement de capacité à l'endroit de la communauté
	SAP communautaire	- Prise de résolution à la base mais non opérationnelles		- Redynamiser le SAP communautaire

Groupe 2

Politiques, plans et directives	Éléments non pris en compte selon le niveau	Améliorations à mettre en place dans le cadre d'un processus d'actualisation et de mise en œuvre	Observations
Charte de l'Eau du bassin de la Volta, 2018	- échange et protocole de partages de données	- élaborer un protocole de partage de données - Élaborer une politique de gestion durable des terres	
Programme d'Action Stratégique du bassin de la Volta, 2014		relecture (actualisation en prenant en compte le nouveau découpage administratif, les acteurs niveau décentralisé)	
Stratégie régionale de gestion des risques d'inondation et de sécheresse et Plan d'Action (2023 -2030)			en cours de validation
Plan d'actions pour l'amélioration de la participation accrue des femmes dans les processus de SAP-BEB-PC et la gestion des crues, 2023			

Les résolutions du XVIII^{ème} congrès de l'OMM en 2018 ;			
- Les directives de l'OMM sur les services de prévision et d'alerte multidanger axées sur les impacts			

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ces 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)			
Cadre Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030			
Programme d'action de l'Union Africaine (UA) pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030)			
Accord de Paris, Conférence des NU sur les CC à Paris, le 12 décembre 2015			
CEDAO, Stratégie Régionale Climat et son plan d'Action (2022-2030)			

CEDEAO, Plan d'action pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030)			
CEDEAO, Stratégie et le plan d'Action Genre pour la réduction des risques de catastrophes (2020-2030)			
Politique des Ressources en Eau de l'Afrique de l'Ouest de 2008 et son plan de mise en œuvre de 2012			
Charte de l'Eau du bassin de la Volta, 2018			
Programme d'Action Stratégique du bassin de la Volta, 2014			

Annexe 6 : Résultats des travaux de groupe sur les mécanismes de coordination et de collaboration sur la mise en œuvre des Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC dans le bassin de la Volta

Groupe 1

Niveau	Mécanismes de coordination et de collaboration de RRC et ACC	Dimensions prises en compte	Difficultés/ contraintes de fonctionnement	Suggestions / actions pour l'amélioration de la collaboration
Transfrontière	Autorité du Bassin de la Volta (ABV)	- Compréhension des risques de catastrophe - Renforcement de la gouvernance des risques - Investissement dans GIRIS aux fins de la résilience - Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire » durant la phase de remise en état et de reconstruction	- Instabilité politique - Insécurité lié au terrorisme - Insuffisance de personnel qualifié au sein de l'ABV	- Renforcer la collaboration avec la plateforme au niveau national - Renforcer la synergie des points focaux des pays membres de l'ABV
National	Plateforme Nationale (PNRRC-ACC)	- Compréhension des risques de catastrophe - Renforcement de la gouvernance des risques - Investissement dans GIRIS aux fins de la résilience - Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire » durant la phase de remise en état et de reconstruction	- Les sessions ne sont pas tenues de façon régulière - Lourdeur administrative - Insuffisance de moyens financiers pour le fonctionnement de la plateforme	- Renforcer la collaboration entre les plateformes du niveau national au niveau local ; - Mettre à disposition des ressources de la part des institutions régionales, internationales et des gouvernements pour permettre aux plateformes de bien fonctionner - Revoir l'encrage institutionnel du SAP
Départemental/ bassin	Plateforme Départementale (PD / RRC-ACC)	- Compréhension des risques de catastrophe - Renforcement de la gouvernance des risques - Investissement dans GIRIS aux fins de la résilience - Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et	- Les sessions ne sont pas tenues de façon régulière - Manque de ressources financière, matérielle et humaines qualifiées	- Renforcer les capacités des acteurs sur les plans de secours ; - Mettre à dispositions des moyens de secours

		pour « mieux reconstruire » durant la phase de remise en état et de reconstruction		
communal	Plateforme Communale (PC / RRC-ACC)	- Compréhension des risques de catastrophe - Renforcement de la gouvernance des risques - Investissement dans GIRIS aux fins de la résilience - Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire » durant la phase de remise en état et de reconstruction	- Les sessions ne sont pas tenues de façon régulière - Lenteur dans la transmission de l'information - Manque de ressources financière, matérielle et humaines qualifiées	- Renforcer les capacités des acteurs sur les plans de secours ; - Mettre à dispositions des moyens de secours
Local	Comité Villageois de gestion des risques ; Comités locaux de l'Eau	- Compréhension des risques de catastrophe - Renforcement de la gouvernance des risques - Investissement dans GIRIS aux fins de la résilience - Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire » durant la phase de remise en état et de reconstruction	- Les réunions ne sont pas tenues de façon régulière	- Renforcer les capacités des acteurs sur les plans de secours ; - Mettre à dispositions des moyens de secours

Annexe 7 : Résultats des travaux de groupe sur les bonnes pratiques/opportunités de RRC et d'ACC et leur dissémination

Groupe 1

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions de dissémination des bonnes pratiques retenues et revues	Opportunités de consolidation et de mise à l'échelle des bonnes pratiques retenues et revues
Compréhension des risques de catastrophe	- connaissance et repères endogènes déjà existant dans les pays	- Décrire proprement chacun d'eux (caractérisation et taux de réussite) - Diffuser la synthèse de connaissances et pratiques endogènes en lien avec les RRCC dans le bassin de la Volta - Elaborer, éditer et publier la synthèse de connaissances et pratiques endogènes en lien avec les RRCC dans le bassin de la Volta -	- Existence des personnes ressources qui détiennent des savoirs ancestraux à consolider pour une meilleure connaissance et compréhension des risques de catastrophes -
	- Développer les compétences en collecte et	- Former les jeunes et les professionnelles à l'acquisition aux	- Faire aux PTFs pour des opportunités de

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions de dissémination des bonnes pratiques retenues et revues	Opportunités de consolidation et de mise à l'échelle des bonnes pratiques retenues et revues
	traitement des données imageries satellitaires	traitements et l'exploitation des produits et données satellitaires - Construire un réseau pluridisciplinaire des scientifiques dans le domaine des SIG et télédétection	renforcement des capacités des acteurs
	- Renforcement des capacités des professionnelles des médias	- Mettre à jour le répertoire des diffuseurs d'information	- Développer des outils les canaux de communications sur les risques et les mesures de gestion - Rechercher des PTFs pour le renforcement des médias sur la communication et la diffusion des informations sur les risques
	- Approche multi-aléas	- Considération de plusieurs aléas plutôt que de vous concentrer uniquement sur un seul type de	- Meilleure connaissance de la cartographie des risques et les stratégies de gestion

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions de dissémination des bonnes pratiques retenues et revues	Opportunités de consolidation et de mise à l'échelle des bonnes pratiques retenues et revues
		catastrophe. De nombreuses régions sont sujettes à divers types de catastrophes, et une approche multirisque garantit une compréhension plus globale des risques.	
	- Participation communautaire	- Implication des communautés dans le processus d'évaluation des risques. Les connaissances locales sont inestimables	-

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions de dissémination des bonnes pratiques retenues et revues	Opportunités de consolidation et de mise à l'échelle des bonnes pratiques retenues et revues
		pour identifier les dangers, les vulnérabilités et les mécanismes d'adaptation. S'engager auprès des communautés locales pour comprendre leurs perceptions du risque et élaborer des stratégies de réduction des risques spécifiques au contexte.	
Renforcement de la gouvernance des risques d'inondations et de sécheresse (RIS) et	- Synergie d'action entre les structures	- Recenser les détenteurs des connaissances endogènes et les leaders d'opinion	-

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions de dissémination des bonnes pratiques retenues et revues	Opportunités de consolidation et de mise à l'échelle des bonnes pratiques retenues et revues
d'Adaptation au changement climatique (ACC)		- Construire le réseau des détenteurs de pratiques endogènes - Organiser de rencontres entre les détenteurs de pratiques endogènes, les leaders d'opinion et les scientifiques	
	- Accorder plus de priorité dans la budgétisation aux RRCC	-	-
	-	-	-
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) aux fins de la résilience	-	-	-
	- Reboisement	-	-
	- Maitrise de l'eau à travers la	-	-

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions de dissémination des bonnes pratiques retenues et revues	Opportunités de consolidation et de mise à l'échelle des bonnes pratiques retenues et revues
	construction des retenues, etc.		
Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes	- Renforcer les capacités des institutions locales de GIRIS	- Information, Sensibilisation, formation des acteurs locaux, - Equipements, financement	- Création de Projets et programmes et d'emploi en rapport avec les GIRIS et ACC au niveau local - Existence et implication des PTFs dans la RRC (Croix Rouge, Médecins sans frontière, Plan international, CARE International, ...) - Existence des agences de protection civile -
	- Exercices de simulations des situations de catastrophe	- Atelier de vulgarisation, Réaliser au moins une simulation par an avec les acteurs	-
	- Utilisation des savoirs endogènes	- Education environnementale dans les ménages, écoles et centres d'apprentissage	-

Groupe 3

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions de dissémination des bonnes pratiques retenues et revues	Opportunités de consolidation et de mise à l'échelle des bonnes pratiques retenues et revues
Compréhension des risques de catastrophe	Promotion et valorisation des savoirs endogènes (croyances, perceptions, indicateurs locaux)	Sensibiliser à travers les radios locales et crieurs publics, réseaux sociaux	Existence des radios locales, des leaders communautaires, les réseaux sociaux
	Existence des plans de contingence	Mener des exercices de simulation	Existence des comités locaux
	Existence de Balise de mesure de niveau d'eau et délimitation des plus hautes eaux	Formation et sensibilisation à la lecture et la compréhension des seuils	Existence des comités locaux
Renforcement de la gouvernance des risques d'inondations et de sécheresse (RIS) et d'Adaptation au changement climatique (ACC)	Existence du Comité de gestion des RRC	- Renforcer les capacités des acteurs sur leur rôle et responsabilité, restitution des résultats des séances, et atelier	Accompagnement des PTF et des ONG
	Les acteurs dans la chaîne de gestion des catastrophes sont formés	Renforcer les capacités des acteurs dans le cadre de la gestion risques et inondation et sécheresses	Existence de projets et programmes de GRC

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions de dissémination des bonnes pratiques retenues et revues	Opportunités de consolidation et de mise à l'échelle des bonnes pratiques retenues et revues
	Existence d'un groupe WhatsApp d'échange d'information sur les risques de catastrophes	Partager les informations sur les RC	La majeure partie des acteurs disposent de téléphones et bonne couverture de réseaux
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) aux fins de la résilience	Analyse des coûts-bénéfices des RRC	Comparer les coûts des investissements en résilience avec les coûts potentiels des catastrophes évitées	PDNA
	Existence de Bassin de collecte des eaux de ruissellement	Réaliser et diffuser des films documentaires	Programmation des activités RRC - ACC dans le PDC
	Reboisement	Sensibiliser au reboisement massif	Semaine de l'environnement
Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes	Organisation des exercices de simulation et faire la mise à jour des outils existants	Sensibiliser les acteurs sur les mesures de prévention et comportements à adopter en cas de catastrophe	Existence des comités locaux
	Existence de banque de céréales	Publier des bulletins d'alertes sur la sécurité alimentaire	Existence de SAP sécurité alimentaire

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions de dissémination des bonnes pratiques retenues et revues	Opportunités de consolidation et de mise à l'échelle des bonnes pratiques retenues et revues
	Existence d'une coordination et collaboration entre les divers acteurs	Encourager la collaboration entre les autorités locales, nationales et internationales	Les conventions et accords entre parties prenantes.

Annexe 8 : Résultats des résultats des travaux de groupe sur l'implication des communautés pour une mise en œuvre plus efficace de la gestion des inondations et de la sécheresse

Groupe 2

Dimensions du Cadre d'Action de Sendai	Éléments de la dimension	Acteurs clés institutionnels lead de l'action	Degré actuel d'implication des communautés (nul, faible, moyen, effectif) avec une mise en avant des difficultés	Actions d'implication déjà menées et autres suggérées	Echéance de mise en œuvre (CT, MT, LT)
Compréhension des risques de catastrophe	- Institution et agences techniques	- SMHN - Centre régionaux climatiques (AGRHYMET, ACMAD, etc.)	Moyen (manque d'intérêt apporté à la question des risques)	Formations des communautés, exercices de simulations, prévention	CT
	- Connaissances endogènes	Communautés, sciences sociales	effectif	Capitalisation dans un document	CT, MT

	- Médias trop nationaux	-presses, télé, radio	Faible (langues locales pas suffisamment utilisées)	Radio communautaires, sensibilisation en masse	CT, MT
Renforcement de la gouvernance des risques d'inondations et de sécheresse (RIS) et d'Adaptation au changement climatique (ACC)	Gouvernement Etats, institutions	Ministères, Institutions, ONG, OSC	Faible (décisions gouvernementales non discutables)	Textes, décrets à vulgariser	CT, MT
	Opérationnalisation des structures communales de GIRIS et ACC	-Maires, OSC, collectivités territoriales, agences de Protection Civile, etc.	Moyen (manque de communication, insuffisance de réunion pour les décisions)	Plateformes existantes à certains endroits, mise en place effective	CT, MT
	Renforcement de la collaboration entre les acteurs du GIRIS ET ACC	ABV, 6 pays, ministères, ONG, Croix Rouge	Faible (manque de confiance entre les acteurs)	Séances de rencontres d'échange et de recherches de solutions (communauté des pratiques CRT)	CT, MT

Dimensions du Cadre d'Action de Sendai	Eléments de déclinaison de la dimension	Acteurs clés institutionnels lead de l'action	Degré actuel d'implication des communautés (nul, faible, moyen, effectif) avec une mise en avant des difficultés	Actions d'implication déjà menées et autres suggérées	Echéance de mise en œuvre (CT, MT, LT)
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) aux fins de la résilience	COMMUNICATON/SENSIBILISATION À LA CULTURE DU RISQUE	- Autorités locales et décentralisées / déconcentrées; - ONG et Associations	Faible (insuffisance d'engagement communautaire; non appropriation par les communautés)	- Implication de la COMMUNAUTÉ À TOUTES LES ETAPES -	Court terme
	RÉALISATION DES INFRASTRUCTURES	- ETAT - COMMUNAUTÉS LOCALES - PTF	FAIBLE (NON PRISE en compte des études d'impact environnemental et social)	PRISE EN COMPTE DES ETUDES D'IMPACT	MOYEN TERMES

	RÉSILIENTES			ENVIRONNEMENTAL	
	- INTEGRATION DE LA RRC DANS LES FORMATIONS SCOLAIRES	- ETAT	- NUL (ABSCENCE DE POLITIQUE)	- INTEGRATION DE LA RRC DANS LES PROGRAMMES SCOLAIRES	- MT ET LT
Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes	- ELABORATION DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION(PCC, NOVI, ORSEC, SAP)	- ETAT, - PLATEFORME - ONG - PTF	- MOYEN (MECONNAISSANCE DES TEXTES GRC ET DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION	- VULGARISATION, FORMATION ET SIMULATION DES PLANS	- COURT TERME

	- RETEX	- IDEM	- FAIBLE (NON TENUE DES RETEX APRES LA GESTION DE CHAQUE CHOC)	- TENUE REGULIERE 0 TOUS LES NIVEAUX	- COURT TERME
	- COMMUNICATION/SENSIBILISATION À LA CULTURE DU RISQUE	- Autorités locales et décentralisées / déconcentrées; - ONG et Associations	Faible (insuffisance d'engagement communautaire; non appropriation par les communautés	- Implication de la COMMUNAUTÉ À TOUTES LES ETAPES	- Court terme

Groupe 4

Dimensions du Cadre d'Action de Sendai	Eléments de déclinaison de la dimension	Acteurs clés institutionnels lead de l'action	Degré actuel d'implication des communautés (nul, faible, moyen, effectif) avec une mise en avant des difficultés	Actions d'implication déjà menées et autres suggérées	Echéance de mise en œuvre (CT, MT, LT)
Compréhension des risques de catastrophe	-	- ANPC - CROIX ROUGE - Ministères en charge de l'eau, l'environnement et des affaires sociales - Universités et Centres de Recherche	- Moyen	- Ateliers sur les RRC	- CT et MT
	-	- ANPC - CROIX ROUGE - Collectivités locales - Universités et Centres de Recherche	- Faible	- Elaboration d'un répertoire accessible à la communauté des pratiques résilientes existantes -	- CT et MT
	-	- OSC - ANPC - CROIX ROUGE - Collectivités locales -	- Moyen	- Sensibilisation de masse (théâtre, débats, films, documentaires)	- CT et MT

Dimensions du Cadre d'Action de Sendai	Éléments de déclinaison de la dimension	Acteurs clés institutionnels lead de l'action	Degré actuel d'implication des communautés (nul, faible, moyen, effectif) avec une mise en avant des difficultés	Actions d'implication déjà menées et autres suggérées	Echéance de mise en œuvre (CT, MT, LT)
Renforcement de la gouvernance des risques d'inondations et de sécheresse (RIS) et d'Adaptation au changement climatique (ACC)	-	- Ministères en charge de l'eau et de l'environnement - Institutions régionales (GWP/AO, ABV, ...) - Universités et Centres de Recherche	- Faible	- Renforcement de capacités des collectivités dans le cadre de la GRIS et des comités de gestion communautaire des RIS	- CT et MT
	-	- Ministère en charge de l'administration territoriale/décentralisation - Communes - Organisations de Femmes de jeunes et des personnes handicapées	moyen	- Elaboration d'arrêtés communaux de GRIS -	- CT et MT
	-	- ANPC - Comités de développement à la base - Collectivités territoriales	- Moyen	- Formalisation de Comité de gestion communautaire	- CT et MT

Dimensions du Cadre d'Action de Sendai	Eléments de déclinaison de la dimension	Acteurs clés institutionnels lead de l'action	Degré actuel d'implication des communautés (nul, faible, moyen, effectif) avec une mise en avant des difficultés	Actions d'implication déjà menées et autres suggérées	Echéance de mise en œuvre (CT, MT, LT)
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) aux fins de la résilience	-	- Ministères en charge de l'eau, de l'environnement, finance - Institutions régionales (GWP/AO, ABV, ...) - Institutions humanitaires - PNE et Société Civile - Collectivités locales	- Faible	- Plaidoyers pour la mobilisation des ressources (<i>Volet infrastructure, Volet sécurité publique et administration, volet service social et services et volet économique</i>) -	- CT et MT
	-	- Ministères en charge de l'eau, de l'environnement, de l'enseignement primaire-secondaire-supérieur, affaires sociale - ANPC - OSC	- Faible	- Education environnementale dans les ménages, écoles et centres d'apprentissage	- CT et MT

Dimensions du Cadre d'Action de Sendai	Eléments de déclinaison de la dimension	Acteurs clés institutionnels lead de l'action	Degré actuel d'implication des communautés (nul, faible, moyen, effectif) avec une mise en avant des difficultés	Actions d'implication déjà menées et autres suggérées	Echéance de mise en œuvre (CT, MT, LT)
	-	-	-	-	-
Renforcement de l'état de préparation aux catastrophes	-	- ANPC - Collectivités locales - Comités de développement à la base - OSC - Forces de défense et de sécurité - SDE-service déconcentrés de l'administration	- Moyen	- Actualisation des plans de contingence des communes du BV	CT et MT
	-	- Ministère en charge de l'eau, de l'environnement, de l'action sociale, la météorologie nationale - ANPC - OSC	- Moyen	- Renforcement des capacités des services étatiques et non étatique dans les domaines spécifiques en terme de préparation et de reconstruction	- CT et MT

Dimensions du Cadre d'Action de Sendai	Eléments de déclinaison de la dimension	Acteurs clés institutionnels lead de l'action	Degré actuel d'implication des communautés (nul, faible, moyen, effectif) avec une mise en avant des difficultés	Actions d'implication déjà menées et autres suggérées	Echéance de mise en œuvre (CT, MT, LT)
	-	- ANPC - Collectivités locales - Comités de développement à la base - OSC - Forces de défense et de sécurité - SDE-service déconcentrés de l'administration	- Faible	- Organisation périodique des exercices de simulations	- CT et MT